

Conférence publique à l'occasion des 35 ans d'Alliance Sud

L'Afrique souffre-t-elle de trop d'aide?

Le 24 novembre 2006, à l'occasion de son 35^e anniversaire, Alliance Sud a organisé un symposium sur une question âprement discutée: la coopération au développement apporte-t-elle vraiment quelque chose aux pays africains? Ou est-elle plutôt co-responsable des graves problèmes du continent? Des experts suisses et de l'étranger ont pris position.

Dans le cadre des discussions sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement définis par les Nations Unies et de la nécessité, pour les réaliser, d'accroître la coopération internationale, le débat sur le sens et l'utilité de l'aide au développement a retrouvé une nouvelle vigueur. Les voix critiques affirment que l'aide au développement, a priori, ne peut guère enregistrer de succès en Afrique et n'atteint pas les plus pauvres. Elle permet au contraire de maintenir à flot des régimes corrompus et fait obstacle aux indispensables réformes. L'Afrique, en ce sens, souffrirait non de pas assez, mais de trop d'aide. En Suisse, cette critique a non seulement été relayée par plusieurs médias, notamment la *NZZ* et la *Weltwoche*, mais aussi reprise par des politiciens comme le conseiller fédéral Christoph Blocher.

Avec son symposium à l'occasion de son 35^e anniversaire, Alliance Sud s'est opposée à cette critique sans nuances de la coopération au développement. Des experts de Suisse et d'Afrique ont montré que l'aide au développement n'est pas ce dont l'Afrique souffre en premier ni ce qui empêche son développement. Le vrai problème est ailleurs, dans des facteurs comme l'héritage colonial, les conditions climatiques et géographiques difficiles, les règles du jeu de l'économie mondiale, la politique de

puissance des pays industrialisés qui mésusent souvent de l'aide au développement pour leurs intérêts propres. Comme l'a dit Peter Niggli à la fin de son intervention, le débat public devrait plutôt porter sur la question de savoir «quelle aide contribue véritablement au développement et laquelle ne sert qu'à une dilution cynique des pratiques nuisibles des pays industrialisés en matière de politique étrangère. On ne peut guère, réalistement, éliminer cette dernière. Mais nous devrions publiquement la dénoncer et lutter pour qu'elle soit éliminée des budgets du développement au profit d'une augmentation de l'aide réelle. Alliance Sud s'engage pour cela».

Vous trouverez dans ce nouveau numéro des *Dossiers Global+* les contributions des intervenant-e-s, les réflexions finales de l'observateur de la journée ainsi que le message de salutations du président du Parlement de la ville de Berne en 2006.

Ne figurent pas dans ce dossier les interventions de la table ronde, à laquelle ont également participé Anne-Sophie Gindroz, responsable de projets d'Helvetas au Mali, et Edita Vokral, directrice adjointe du secteur de la coopération au développement bilatérale à la Direction du développement et de la coopération (DDC).

Pepo Hofstetter

Introduction

Jürg Krummenacher, directeur de Caritas Suisse et président d'Alliance Sud

Il est actuellement de bon ton de critiquer l'aide au développement et de la remettre en question. Ce n'est pas nouveau. La coopération au développement a, tout au long de son histoire, essuyé des critiques quant à son efficacité. Regardons rapidement cela de plus près.

L'aide publique au développement a commencé en 1920 avec le rassemblement de divers Etats au sein de la Société des Nations. En 1939 a paru le *Rapport Bruce*, qui exigeait une nouvelle politique de développement. L'ONU a été créée en 1945 et, cinq ans plus tard, les Etats-Unis ont lancé leur programme d'assistance technique, suite au *Point-Four Programm* du président Truman. Ce programme a été justifié à l'extérieur par des raisons humanitaires: «Nous devons aider les pauvres de ce monde à atteindre le même niveau de prospérité que le nôtre», estimait Truman.

L'objectif véritable de cette assistance technique était cependant, en réalité, d'empêcher la propagation du communisme et d'intégrer tous les «peace-loving-peoples» dans le système capitaliste (dixit le président Truman dans son discours d'investiture du 26 janvier 1949). La Suisse a participé à cet «Expanded Programm for Technical Assistance» à raison d'un million de francs par an. Cela, en étant entièrement consciente de la stratégie américaine: «Il s'agit au fond de gagner les cœurs et les âmes des populations menacées par le communisme, ou tout au moins, attirées à lui par la misère», écrivait dans un mémorandum Gottlieb Gut, alors secrétaire de la Division politique du Département politique fédéral. Mais, en fin de compte, l'enjeu était encore d'un autre ordre, comme le constatait le délégué à la création d'emplois, Otto Zipfel: «La dimension idéale est pour nous, comme pour d'autres pays, moins importante que l'aspect commercial, même si on ne peut évidemment pas le dire.»

Ces deux aspects – l'aide comme instrument géostratégique des pays dona-

teurs, hier dans la lutte contre le communisme, aujourd'hui dans la «guerre contre le terrorisme», et comme expression d'intérêts économiques propres – ont marqué fortement la coopération au développement durant des décennies et continuent à l'influencer.

Toutefois, le Conseiller fédéral Max Petitpierre, alors Chef du Département politique, a réussi à donner une impulsion nouvelle et plus indépendante à l'assistance technique suisse. En 1961, la pierre angulaire de la coopération suisse au développement proprement dite a été posée avec un crédit-cadre de 60 millions de francs. En 1965 déjà, soit quatre ans plus tard, un sondage d'opinion a fait apparaître les premières voix critiques. Le délégué à la coopération technique de l'époque, August Rudolf Lindt, les a résumées ainsi: «De nombreuses nouvelles en provenance des pays en développement sont décourageantes. On a suscité des convoitises. Les succès de l'aide au développement tant vantée ne restent-ils pas maigres?»

Ce n'est toutefois qu'à partir des années 1980 que l'aide au développement s'est trouvée pour la première fois réellement sous le feu de la critique, lorsque d'anciens et actifs coopérants au développement firent part de leurs désillusions devant le manque de succès. Ainsi, en 1985, Brigitte Erler, rapporteuse au Ministère fédéral allemand pour la coopération économique, provoqua une vague d'indignations avec son livre *L'Aide qui tue (Editions d'en bas, 1987)*. Il en alla de même avec *Les Nababs de la pauvreté (1989 en anglais, 1991 chez Robert Laffont)* du sociologue, journaliste et spécialiste écossais de l'Afrique Graham Hancock, ainsi qu'avec *Et si l'Afrique refusait le développement? (1991 chez L'Harmattan)*, où l'économiste et experte du développement camerounaise Axelle Kabou stigmatise les élites africaines.

Qu'y-a-t-il donc de vraiment nouveau dans la critique actuelle de la coopéra-

tion au développement? Il y a d'abord le fait que cette critique émane principalement d'économistes (néolibéraux) qui se demandent si l'aide au développement suscite la croissance économique. Un débat lancé par le rapport de la Banque mondiale *Assessing Aid* (1998). Contrairement aux critiques qui ne reconnaissent aucune efficacité à l'aide, ce rapport conclut que l'aide a un effet quand elle est octroyée à des Etats qui bénéficient d'un contexte institutionnel et économique favorable. Ensuite, autre élément de nouveauté, la critique se concentre avant tout sur la coopération avec l'Afrique.

C'est précisément le thème de la conférence d'aujourd'hui organisée par Alliance Sud et à laquelle je vous souhaite une très cordiale bienvenue dans ma fonction de président. Je salue également Madame la Conseillère fédérale, Micheline Calmy-Rey, notre Ministre des affaires extérieures. Cela nous réjouit in-

«Je suis, pour le dire ouvertement, assez bouleversé par le niveau, inquiétant, de ce débat actuel sur l'aide au développement.»

finiment que vous puissiez, Madame la Conseillère fédérale, nous adresser quelques mots à l'occasion des 35 ans d'Alliance Sud.

«L'Afrique souffre-t-elle de trop d'aide?» Tel est le titre de notre conférence d'aujourd'hui. Je ne vais pas anticiper sur ce que diront les intervenantes et intervenants qui prendront position sur cette question durant la matinée. Permettez-moi cependant quelques remarques sur le débat actuel sur l'aide au développement. Je suis, pour le dire ouvertement, assez bouleversé par le niveau, inquiétant, de ce débat. Je ne peux comprendre qu'un professeur économique aussi renommé que Bruno S. Frey, dans une interview avec la *Neue Luzerner Zeitung*, identifie l'aide au développement «à donner de l'argent ou de la nourriture». De même, je ne peux suivre l'économiste du développement américain William Easterly qui, dans le magazine *Bilanz*, conclut d'une manière simp-

liste que le Nord a transféré 2'300 milliards de dollars en Afrique ces 50 dernières années, sans que les conditions de vie des populations ne se soient améliorées. *Bilanz* a manifestement mal rapporté les propos d'Easterly: les 2'300 milliards sont exagérées en comparaison des 300 à 400 milliards de dollars d'aide que l'Afrique a réellement reçue.

«L'Afrique n'existe pas». Tel est le titre pertinent d'un livre écrit en 1994 par Georg Brunold, correspondant de la *NZZ* en Afrique pendant de longues années. L'Afrique est un continent avec un territoire énorme – dix fois la superficie de l'Europe – avec une population de 700, voire 800 millions d'habitants, 53 Etats, des milliers de grands peuples et de petites ethnies avec leurs cultures et leurs religions, ainsi que 2000 langues et dialectes. Pourtant, de nombreuses personnes continuent à considérer ce continent et ses habitants de la même manière que le professeur de Göttingen Christoph Meiners qui, en 1790, dans son enseignement sur les «races», classifiait les «nègres» juste après les animaux. Ou comme Georg Wilhelm Friedrich Hegel, qui voyait les hommes blancs comme le couronnement de la création et les «nègres» comme des «sous-hommes paresseux, bêtes, surnois et non civilisés». Rien d'étonnant dès lors qu'en 1906, le zoo du Bronx à New York exposait un pygmée nommé Ota Benga dans la cage aux singes.

Il n'en reste pas moins que le continent noir, riche en matières premières et en réserves énergétiques, n'arrive pas à fleurir économiquement. Il est la lanterne rouge de l'économie mondiale. Son produit national brut (PNB) total ne représente qu'environ un tiers de celui de la France, 40% provenant de la seule Afrique du Sud. Trois quarts des Africains vivent dans la pauvreté. Un enfant sur trois est sous-alimenté. Pourquoi? Qui aimerait trouver une réponse à cette question devrait lire les récits «de l'intérieur d'un continent» de Bartholomäus Grill (*Ach, Afrika; Siedler 2003*); c'est, pour moi, le meilleur livre sur l'Afrique.

Grill nous présente d'abord la situation de départ de ce continent. L'Afrique est la partie de la planète qui connaît les

conditions d'existence les plus difficiles. Ses habitants sont soumis à des situations climatiques extrêmes. Aucun autre continent n'est aussi souvent frappé par des catastrophes naturelles, des précipitations diluviennes et de longues périodes de sécheresse. Les terres fertiles sont rares. Nulle part ailleurs sur la terre, autant de personnes ne souffrent de maladies infectieuses pernicieuses. A cela s'ajoute le «piège du territoire»: la majorité des Etats n'ont pas accès à la mer. Les distances sont infinies et les coûts de transport par conséquent très élevés.

Parallèlement à la géographie, l'histoire joue également un rôle décisif. Les peuples d'Afrique ont été véritablement pillés pendant des siècles. 50 millions de personnes ont été déportées comme esclaves ou tuées. Un traumatisme historique! Le colonialisme a détruit les structures sociales et l'échelle des valeurs traditionnelles. Les colons se sont retirés après 100 années d'économie de pillage. Ils ont laissé derrière eux des monocultures, orientées vers les exportations de ressources minières et de produits agricoles. Le développement industriel manquait totalement, avec des conséquences fâcheuses. Car les prix sur les marchés mondiaux de matières premières et de biens agraires n'ont cessé de chuter ces dernières années. C'est pourquoi les Africains ont gagné de moins de moins, tout en devant payer toujours plus pour les importations de produits industriels.

Aux conditions de départ géographiques et historiques s'ajoutent les problèmes «maison». L'éducation coloniale n'avait pas préparé les Africains à l'indépendance. D'un jour à l'autre, des hommes jeunes et inexpérimentés ont dû reprendre les administrations des mains des colons. Des formes de «mafias» habilement conçues en ont résulté, avec à leur tête les «Big Men». Malversations et corruption, pots-de-vin, bakchiches et autres «cadeaux» sont devenus des moyens d'enrichissement tolérés par la société. «Yello fever», fièvre jaune: tel est le surnom donné par les Nigériens à leurs agents de la circulation en uniforme orange.

N'oublions pas, cependant, que la corruption nécessite toujours deux par-

«L'Afrique est la partie de la planète qui connaît les conditions d'existence les plus difficiles. Aucun autre continent n'est aussi souvent frappé par des catastrophes naturelles, des précipitations diluviennes et de longues périodes de sécheresse.»

ties. Au Nigéria, par exemple, qui a construit la fameuse aciérie d'Ajaokuta, probablement le plus grand «éléphant blanc» d'Afrique qui a exigé 18 années de travaux? Ce projet prestigieux a coûté 40 milliards de marks allemands, mais n'a pas encore produit une seule tonne d'acier jusqu'à ce jour. Il s'agissait de consortiums français et russes, ainsi que du groupe de construction germano-nigérian Julius Berger. Autre exemple, où les capitaux en fuite des Mobutu, Abacha et consort ont-ils fui, si ce n'est sur les comptes des banques suisses?

Aussi longtemps que des «cleptocrates» comme Mobutu, Sekou Touré, Bokassa – dont un portrait grandiose est tiré par Ahmadou Kourouma dans son roman *En attendant le vote des bêtes sauvages* (Seuil, 1998) – se trouvaient du «bon côté» du temps de la guerre froide et des guerres de procuration, ils eurent tout loisir de piller et terroriser sans scrupules leurs populations. Presque tous les dictateurs pouvaient alors compter sur l'aide fraternelle de Washington, Moscou, Paris ou Pékin. Ronald Reagan est même allé jusqu'à louer Mobutu Sese Seko comme «voix de l'intelligence vive et de la bonne volonté». Celui-ci était pourtant l'un des plus grands tyrans du 20^e siècle, qui a accumulé durant son règne une fortune de 14 milliards de dollars volés à son peuple.

Lorsque les grandes puissances se sont retirées à la fin de la guerre froide, des territoires entiers ont sombré dans la violence et l'anarchie. Les «Big Men» ont cédé la place aux «Seigneurs de la guerre», soutenus activement par les sociétés transnationales qui gagnent des milliards en exploitant les matières premières. En 2000, il y avait 17 guerres en Afrique, la plupart internes aux pays. Nombre de ces conflits avaient et ont

pour origine la fixation arbitraire des frontières par les colons, qui ont découpé les territoires à la règle d'une manière abstraite, divisant des peuples entiers entre plusieurs Etats. Les Somaliens, par exemple – un peuple nomade – ont été répartis dans cinq pays.

Des millions de personnes ont péri dans ces guerres. Des millions d'enfants, de femmes et d'hommes sont – comme dans le cas du Sud Soudan, qui dure depuis des décennies – devenus des réfugiés ou des déplacés de l'intérieur. Les guerres ont détruit les chances de vie de générations entières et les possibilités de développement de pays et régions entiers. Une immense partie de l'aide apportée ces dernières décennies n'était en réalité pas de la coopération au développement, mais une simple aide à la survie pour les victimes des guerres, mais aussi des catastrophes na-

«Je n'arrive pas à comprendre que les critiques de l'aide au développement ne tiennent pas compte du contexte et font comme si la coopération au développement avait lieu dans le vide.»

turelles et des famines – souvent la conséquence également des guerres et autres conflits violents.

Je n'arrive pas à comprendre que les critiques de l'aide au développement ne tiennent pas compte de ce contexte et font comme si la coopération au développement avait lieu dans le vide. Je ne comprends pas non plus que leurs arguments soient si peu nuancés. Certes, l'aide au développement seule ne pourra pas sortir la population africaine de sa misère et de sa pauvreté. Pour cela, il faut des conditions-cadres économiques et politiques appropriées. Comment l'aide au développement pourrait-elle, seule, stimuler la croissance économique dans un ordre économique mondial totalement inéquitable?

Aussi longtemps que les pays industrialisés n'élimineront pas leurs subventions aux exportations agricoles et n'ouvriront pas entièrement leurs marchés aux produits des pays les plus pau-

vres, ceux-ci ne pourront guère se développer économiquement. Les Etats-Unis, par exemple, mettent en péril 10 millions de producteurs de coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre en subventionnant leurs propres cultivateurs de coton avec près de 4 milliards de dollars par an. Rien que le Burkina Faso perd ainsi chaque année 1 milliard de dollars en recettes d'exportation.

Cela ne veut pas dire que l'aide au développement soit parfaite, ni qu'elle n'ait pas fait d'erreurs. Cela ne signifie pas non plus que la corruption ou la mauvaise gouvernance ne soient pas de réels obstacles au développement. Toutefois, la coopération au développement peut, si elle est faite d'une manière juste, avoir des effets positifs. Même William Easterly le reconnaît, lorsqu'il écrit qu'elle «peut donner de nouveaux espoirs à un village ou montrer aux gens comment ils peuvent s'approvisionner de façon autonome». Parallèlement, des efforts en matière de politique de développement sont nécessaires.

C'est ce qu'ont compris très tôt nos prédécesseurs dans les organisations de développement. C'est pourquoi ils ont créé il y a 35 ans la «Communauté de travail Swissaid / Action de Carême / Pain pour le prochain / Helvetas», devenue aujourd'hui Alliance Sud et rejointe dans les années 1990 par Caritas et l'EPER. Depuis 35 ans, Alliance Sud s'engage en faveur d'une politique de développement de la Suisse solidaire et cohérente. Elle est ainsi devenue le véritable porte-parole des pays pauvres en Suisse et fait partie intégrante de toutes les discussions liées à la politique de développement.

Au nom des six organisations membres d'Alliance Sud, je remercie toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs pour l'excellent travail qu'ils effectuent jour après jour et, que, je l'espère, ils poursuivront à l'avenir. Vous connaissez sans doute la déclaration de Max Weber, selon laquelle la politique est comparable au forage patient du vieux bois. Les collaboratrices et collaborateurs d'Alliance Sud nous ont montré ces dernières 35 années ce que cela signifie concrètement. Ils méritent pour cela le plus grand respect.

Grussworte

von Bundesrätin **Micheline Calmy-Rey**, Vorsteherin des Eidg. Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA), Bern

Ich möchte mich für Ihre Einladung und freundliche Begrüssung herzlich bedanken.

Entwicklungspolitik ist so notwendig und umstritten wie kaum zuvor. Nach über 40 Jahren soll die Entwicklungszusammenarbeit sichtbare Resultate zeigen. Die Ungeduld über Ideen und Ansätze einer wirkungsorientierten Entwicklungszusammenarbeit wächst und scheidet die Geister. In der Aufregung sollten wir es nicht vergessen: «Das Gras wächst nicht schneller, wenn man daran zieht.»

Das afrikanische Sprichwort gibt die wichtige Voraussetzung und Erfahrung für Entwicklungsprozesse prägnant an: Es gibt keine Patentrezepte.

Vor einigen Jahren hat ein Schweizer Journalist ein Buch mit dem Titel «Afrika gibt es nicht» veröffentlicht. In Anspielung auf den besonders vielfältigen und verschiedenartigen Kontinent spricht er die «blinden Flecken» in unserer Wahrnehmung und Diskussion über Afrika an, die sich oft allzu sehr auf Hiobsbotschaften, Kriege, Katastrophen und so weiter beschränken.

Pauschalisierende Halbwahrheiten können bekanntlich rasch zu verworrenen Schlussfolgerungen führen. Menschen haben auch in schwierigen Lebenssituationen Hoffnungen, Ambitionen und Ziele. Afrikas landwirtschaftliche Produktion zum Beispiel hat sich in den letzten 30 Jahren verdoppelt. Es gilt auch, dass mehr Kinder in die Schule gehen, dass mehr Familien einen besseren Zugang zu Wasser haben.

Afrikanerinnen und Afrikaner erarbeiten eigene Lösungen, um ihre politischen, wirtschaftlichen und sozialen Chancen in einer globalisierten Welt zu verbessern. Dabei lassen sie auch eigene Fehler nicht unberücksichtigt. In einigen Ländern hat die Demokratisierung ihren Weg gefunden. Die Politik zeigt Er-

folge in der Armutsminderung. Dann gibt es die Dynamik auf regionaler Ebene und im Privatsektor. Sicherlich ist der Weg Richtung bessere Gouvernanz und der Kampf gegen die Armut noch lang. Internationale Partner tun aber gut daran, die Reformprozesse ernst zu nehmen und sie zu unterstützen.

Viele träumten am Vorabend der Unabhängigkeit, dass die Reise aus der Verdammnis in Richtung Wohlfahrt von kurzer Dauer sein möge. Und mussten beim Erwachen feststellen, dass der Kolonia-

«In der Aufregung sollten wir es nicht vergessen: ‘Das Gras wächst nicht schneller, wenn man daran zieht.’»

lismus mit der Unabhängigkeit noch nicht begraben ist, sondern nur die Autorität gewechselt hat. Die schwierige koloniale Erblast und eine gierige Elite haben die Ordnung der Privilegien rasch wieder hergestellt. Und dann sind im Kalten Krieg noch die Stellvertreterkriege dazugekommen. Heute tauchen die jungen Staaten mit angeschlagenem kulturellem Wurzelwerk in eine globalisierte Welt. Gemessen an der Ausgangslage der frühen 90er-Jahre und an den schwierigen politischen und wirtschaftlichen Umwälzungen wäre es vermessen, Afrika als Kontinent der Stagnation oder als eine Art Sozialfall zu betrachten.

Die Herausforderungen sind enorm. Ich möchte nur einige aufführen:

- Die meisten afrikanischen Länder drohen, die Millenniums-Entwicklungsziele zu verfehlen.
- Die wichtigsten Geberländer haben sich mittlerweile auf einen Aktionsplan für Afrika verständigt. Die Initia-

«Gemessen an der Ausgangslage der früheren 90er-Jahre und an den schwierigen politischen und wirtschaftlichen Umwälzungen wäre es vermessen, Afrika als Kontinent der Stagnation oder als Sozialfall zu betrachten.»

tive afrikanischer Staats- und Regierungschefs für politische und wirtschaftliche Reformen und so genannte Peer Reviews – im Rahmen der Neuen Partnerschaft für die Entwicklung Afrikas (NEPAD) – ist viel versprechend.

- 29 Millionen HIV-Infizierte in Afrika: eine ganze Jugend ist durch den Tod der Eltern enturzelt. Am Ende dieses Jahrzehnts können in Afrika 40 Millionen Kinder Waisen sein.
- Heute spricht die Weltbank – in Anspielung auf die Rolle Chinas und Indiens in Afrika – bereits von der «Neuen Seidenstrasse». Einige Länder profitieren von der Nachfrage nach Erdöl, Mineralien und landwirtschaftlichen Produkten. Aus entwicklungspolitischer Warte stellt sich die Frage nach wirtschaftlichen Perspektiven, die jenseits der Exporte von Primärgütern liegen. Und: wie geht die politische Liberalisierung weiter?

Die Entwicklungspolitik hat sich in den 35 Jahren seit der Gründung der «Arbeitsgemeinschaft» (heute Alliance Sud) stark verändert. Früher bildeten die Länder des Südens eine relativ homogene Gruppe. Dann haben sich einige rasch entwickelt und Anschluss an die globale Wirtschaft gefunden. Andere – vor allem in Subsahara-Afrika – sind weiter zurückgefallen.

Die Herausforderungen sind sowohl in der Innenpolitik als auch in der internationalen Politik gross. Mit der Globalisierung verschieben sich die wirtschaftlichen und politischen Kräfte. Die Globalisierung verringert die Kluft zwischen Teilen Indiens und Chinas und den Industrieländern. Sie vergrössert die Kluft zwischen Afrika und der übrigen Welt. Die Kluft verbreitert sich auch innerhalb von Ländern. Wir müssen uns von alten Denkmustern verabschieden und unser

Bewusstsein für Ungleichgewichte und die Gefahren sozialer Ungerechtigkeit neu schärfen.

Der letztes Jahr veröffentlichte Bericht der Afrika-Kommission trägt den Titel «Our Common Interest». Dass aus der Integration der Welt Bedrohungen erwachsen können, ist für die Länder Afrikas, Asiens und Lateinamerikas keine neue Erfahrung. An die Stelle der einseitigen Verwundbarkeit des Südens ist heute die wechselseitige Verwundbarkeit der Länder getreten. Die OECD-Länder sind mit der wachsenden Kluft zwischen Arm und Reich konfrontiert, aber auch mit der bitteren Einsicht, dass die Macht über die Welt und die Natur keineswegs umfassende Kontrolle einschliesst.

Die kürzliche Klimakonferenz in Nairobi hat einmal mehr deutlich darauf hingewiesen. An den weltweiten CO₂-Emissionen hat Afrika mit seinen 830 Millionen EinwohnerInnen einen Anteil von kaum mehr als 3 Prozent. Sie tragen aber mit den Armen in Asien und Lateinamerika die Hauptlast des Klimawandels und bezahlen somit die massiven ökologischen Subventionen unseres Wohlstands. Die Klimapolitik muss sich deshalb heute an Gerechtigkeitsnormen orientieren.

Die starke Verbindung von Entwicklungspolitik mit anderen Politikbereichen ist heute besonders deutlich. Die Bedeutung der Entwicklungspolitik in der internationalen Politik ist stark angestiegen. Sicherheits-, Umwelt-, Handels- und Gesundheitsprobleme lassen sich unter den Bedingungen der Globalisierung ohne die Entwicklungsländer nicht lösen. Entwicklungspolitik muss deshalb Aufgaben auch «jenseits der Millenniumsziele» wahrnehmen.

Die Schweiz verdient jeden zweiten Franken im Ausland und verwaltet rund einen Drittel der weltweit im Ausland angelegten Vermögen. Im letzten Jahr wuchs der Beitrag der Exportwirtschaft zum Bruttoinlandprodukt mehr als doppelt so schnell wie das Total der Wirtschaftsleistung. Schweizer Firmen beschäftigten im Ausland rund 2 Millionen Erwerbstätige, also fast halb so viele wie der heimische Arbeitsmarkt ausmacht. Ein Land wie die Schweiz, das mit der

globalisierten Welt besonders stark vernetzt ist, braucht eine starke Entwicklungspolitik, um

- die globale Handlungsfähigkeit für unser Land zu erweitern,
- für konstruktive Formen der internationalen Zusammenarbeit zu sorgen,
- zur Lösung weltweiter Probleme beizutragen und
- die Verantwortung für eine global nachhaltige Entwicklung wahrzunehmen.

Was im Grossen – auf globaler Ebene – gilt, das gilt auch im Kleineren – auf der regionalen Ebene, hier in Europa. Ein Land wie die Schweiz, das mit seinen europäischen Nachbarn so eng vernetzt ist, braucht eine stabile, starke, nachhaltige Zusammenarbeit mit der EU und ihren Mitgliedstaaten. Der Erweiterungsbeitrag an die neuen EU-Staaten, über den wir am 26. November abstimmen, ist eine Investition in eine solche Zusammenarbeit.

Der Beitrag wird zum grösseren Teil durch Einsparungen finanziert, und ich weiss, dass viele sich Sorgen machen, diese Einsparungen würden auf Kosten der Entwicklungshilfe für die Ärmsten gehen. Ich kann Sie beruhigen. Die Südhilfe ist von den Kürzungen nicht betroffen. Ich verspreche: Wir nehmen nicht von den Ärmsten der Armen, um unseren Beitrag an den Aufbau Europas zu bezahlen.

Der Schweizer Beitrag an die 10 neuen Mitgliedländer der EU, über den wir am 26. November abstimmen, ist ein Signal der Solidarität. Er ist in der Logik der Osthilfe zu betrachten, welche die Schweiz in den Neunzigerjahren zugunsten der Reformen in den Ländern der ehemaligen Sowjetunion geleistet hat. Was bei diesem Beitrag und damit bei der Abstimmung vom 26. November auf dem Spiel steht, das ist der Platz, den die Schweiz in Europa einnehmen will.

Eine international stark vernetzte Schweiz ist gefordert, einen angemessenen Beitrag für die Lösung der weltweiten Probleme zu leisten und in eine «globale Zukunft» zu investieren. Nur auf diese Weise kann die Schweiz ihre «wohlverstandenen Eigeninteressen» wirksam wahrnehmen, aber auch der «weltinnenpolitischen Verantwortung» Rechnung zu tragen.

Im Mai 2006 hat der Bundesrat die künftige Stossrichtung der schweizerischen Entwicklungspolitik skizziert. Es sind vor allem drei Felder der Zusammenarbeit in den Beziehungen mit Entwicklungsländern und in der internationalen Politik wichtig. Die Entwicklungspolitik der Schweiz soll:

1. einen Beitrag zur Erreichung der Millenniumsentwicklungsziele, d.h. zur weltweiten Armutsminderung, leisten;
2. einen Beitrag zur Bewältigung systemischer Sicherheitsrisiken leisten; und
3. zu einer entwicklungsförderlichen Globalisierung beitragen.

Meine Damen und Herren, wechselseitige Lernprozesse sind in einer globalisierten Welt vordringlich geworden. Zukunftsverträgliche Lösungen für weltumspannende Probleme suchen erfordert «Lernbereitschaft», die Grenzen überschreitet, die Formen der internationalen Zusammenarbeit erweitert, die staatliche und nicht-staatliche Akteure umfasst. Regierungen und internationale Organisationen sind auf das Know-how und die Zusammenarbeit mit zivilgesellschaftlichen Akteuren angewiesen. International, national und lokal agierende

«Eine international stark vernetzte Schweiz ist gefordert, einen angemessenen Beitrag zur Lösung der weltweiten Probleme zu leisten und in eine ‘globale Zukunft’ zu investieren.»

NGOs sind unentbehrliche Gesprächs- und Verhandlungspartner. Ohne die Warn-, Kontroll- und Öffentlichkeitsfunktionen von NGOs sind heute Problemlösungen schwerlich möglich.

Verehrte Jubilarin, verehrter Jubilar, das Selbstbild einer Schweiz, die für ihr «Glück» nicht auf andere angewiesen sei, macht in einer vernetzten Welt, wo die Grenzen zwischen innen und aussen durchlässiger werden, blind. Derartige Mythen können den Weg verstellen, um die Herausforderungen, die die Globalisierung für unser Land mit sich bringt, politisch wirksam mitzugestalten.

«Das Selbstbild einer Schweiz, die für ihr 'Glück' nicht auf andere angewiesen sei, macht in einer vernetzten Welt, wo die Grenzen zwischen innen und aussen durchlässiger werden, blind.»

Alliance Sud hat sich in den vergangenen 35 Jahren in Sachen Entwicklungspolitik einen «Markennamen» erarbeitet. Sie verknüpft entwicklungspolitische Analysen mit anwaltschaftlichen Positionen. Sie findet sich mit den Dingen, wie sie sind, nicht ab. Sie setzt mit unstillbarer Neugier Probleme auf die politische Agenda. Und sie weist unerbittlich auf den Ausschluss der Vielen von den besseren Plätzen hin. Kurz: Alliance Sud kann dazu beitragen, dass die Schweiz mit einer starken Entwicklungspolitik ihre Versprechen einlöst. Alliance Sud

gestaltet die Entwicklungspolitik der Schweiz mit.

Entwicklung ist bekanntlich ein schwieriges Unterfangen. Wir brauchen Alliance Sud als Kraft, die partnerschaftliche Erfahrungen aus dem Süden in die politische Auseinandersetzung bringt und die entwicklungspolitischen Diskussionen mitprägt. Oder anders gesagt: Menschen durch Erfahrung anstecken, damit «das Gras wachsen» kann.

Ich danke Ihnen für die Aufmerksamkeit und wünsche Ihnen alles Gute zum Geburtstag!

What is Africa suffering of?

Charles Abugre, Head of Global Advocacy and Policy Division, Christian Aid UK, co-founder of the African Secretariat of the Third World Network (TWN) and the Integrated Social Development Centre (ISODEC), Ghana

It is an honor to be here. When I was invited I prepared a rather long power point presentation. I decided not to use it. One of the reasons why I decided that I would not to do so is that I realize that the issue is not really a technical debate about how aid actually affects development. Rather, it is a political debate, and it is coming from all sorts of directions and motivations. In that sense it is useful to put aside some of the jargon and to stimulate some thoughts, which might help in the discussions later on.

I am a product of Kwame Nkrumah's Pan-Africanist interest. I am a Ghanaian. Kwame Nkrumah was the first president of Ghana, and Ghana the first independent country of Africa south of the Sahara. I come from the North of Ghana, which is the poorest part of this country. I think I am both Ghanaian, and other nationalities, i.e. Burkinabé and Togolese if I feel like claiming them. So in a sense, I am a product of what I call the in-built African virus of the 19th century, i.e. somehow not being able to place yourself anywhere exactly because of artificial boundaries. Apart from being Ghanaian, I am also an African. I have to struggle with many identities.

When I grew up in the North of Ghana, there had been only one person that had finished middle school in the area where I lived. So like everywhere else, we were both school children and shepherds. We started in a country that had gone to independence with a literacy rate of less than 5%. In less than 10 years, we had gone to a literacy rate of almost 20 to 25%, and an enrolment rate that had gone from less than 8% to about 40 to 45%. We also had to build a public health system from scratch.

In contrast to the nostalgia of those who tell the miserable story of Africa as a continent that has made no progress,

the growth story of Africa in relation to the rest of the developing world has been remarkable when compared with the circumstances it inherited. Compared to South and East Asia, Africa started as a continent totally disadvantaged on all sorts of grounds. By 1975, the growth curve had narrowed. What is important therefore is not the absolute picture but the nature of progress as well as the explanation for that nature of progress and its reversal. In Africa, there has been a reversal of progress in many respects. And the reversal of progress for me starts from the story of a continent that, after 200 years of occupation, experiences within the first ten years of

«We started in a country that had gone to independence with a literacy rate of less than 5 per cent. In less than 10 years, we had gone to a literacy rate of almost 20 to 25 per cent.»

building the concept of a nation, a collective political entity to move forward, the violent removal of 27 of its leaders. Just think about the cold war determination to get rid of Patrice Lumumba and Kwame Nkrumah. The same was case all across Southern Africa. The process of consolidation, a very short period of experience, was violently interrupted. And this violence is absolutely important for understanding the process of tensions that (still) reverberate. At this time (between 1960 and 1975) the role of aid was different and minor. Aid dependency or the growth in significance of aid as an instrument for financing development was a consequence of crisis. The question therefore is: what is it that precipitated the rapid decline of African economies?

«In contrast to the nostalgia of those who tell the miserable story of Africa as a continent that has made no progress, the growth story of Africa in relation to the rest of the developing world has been remarkable when compared with the circumstances it inherited.»

Aid is a very misunderstood word. In an ordinary emotion, it is associated with what organizations like Caritas or Christian Aid do, with the collection of people's voluntary incomes, some of it sacrificed from necessary expenditure, to help the other. This is part of it. We can extend this the state's collection of involuntary income through taxes, passed on to the other for the sole purpose of helping to improve the quality of life of the other. This is also part of it. But this is not all that aid is. Aid is a complex set of things. It is about using resources from one jurisdiction to bring about some form of change in another jurisdiction. And it comes in different forms. So what is it?

The biggest part of aid is the so-called official development assistance, i.e. the way in which involuntary incomes mobilized by states and channeled through state or interstates bodies get transferred for different purposes. These resources get transferred in different forms, namely in the form of food, in the form of guns, in the form of ideas and knowledge that are exported, in the form of technical assistance (skills), in the form of machinery and sometimes in the form of cash, i.e. transactions between central banks. In the 1960ies and 70ies, most aid was transferred in the form of cash and machinery, that is cash for projects and machinery for projects. The two were tied up: you get my cash, you buy my machinery, you get my expertise. This is the traditional form of tied aid, which was the dominant form of aid in the 1970ies. Indeed, if you look at the aid structure, the 70ies composed mainly of project aid. And this project aid was very largely tied to procurements. It was a mutual business. But it helped to expand the productive capacities of countries.

Sometimes it was a complete waste for the recipient but not for the supplier because it generated a production process.

There existed another category of aid in the 1960ies and 70ies. It had all to do with getting some Governments on «our» side. Some of the cash transferred was to keep selected Governments happy. For instance, there is no explanation for Mobutu's Congo being one of the largest recipients of aid in sub-Saharan Africa throughout the 70ies and for a good part of the 80ies other than the fact that Mobutu Sese Seko was seen by the Americans and the French as an important ally against potential left-wing countries and a buffer against communism. So the purpose of aid at that point was to make Mobutu stay on «our» side. And it worked. It was successful! Mobutu remained on «our» side until he was no more of use to «us». So if you ask me, was that piece of aid successful I say that it was successful for the purpose for which it was given. Mobutu did not switch sides. He did not allow any form of radical politics to emerge. He built the infrastructure that he needed to stay in power. Now, why do we suddenly wake up and say it was a failure? No! How could it be a failure? It was successful. It is a different standard of judgment we are putting onto the Mobutu aid, at a different point in time. This is totally unfair.

What kind of aid predominated in the 1980ies and the 1990ies? This is the period where the aid expansion actually started to happen. It is the period when terms of trade and commodity prices collapsed, oil prices rose and all sorts of internal crisis in Governance began to affect the production system. And so aid started to grow. But if you take a look at the structure of aid in the 1980ies and 90ies you notice that it had two very distinct parts: firstly, food for the starving and the displaced. That was predominantly the American preoccupation since a large part of American aid to Africa was food. Secondly, concessionary lending. Indeed, the rest of Western Europe was financing mainly two things, namely debt service and consultants who were given the task to change the role of the state and open markets. This was called programme aid.

«Much of the aid in the 80ies and 90ies was actually to prevent countries from defaulting on their debt servicing. And because the loans were mostly short term, indebtedness kept piling up.»

Concessionary lending formed the largest proportion of aid in the 1980s and 1990s. As a matter of fact, aid until 2000 could be equated with soft loans. It is important to keep this distinction in mind since aid does not necessarily consist of free grants but also of loans. Therefore, much of the aid in the 80ies and 90ies was actually to prevent countries from defaulting on their debt servicing. And because the loans were mostly short term, indebtedness kept piling up. Therefore, if you look at the data between aid flows and debt repayments, you will see that the figures are exactly balanced. In the same year, 88 cents out of a dollar that went into Africa went right back to the North in debt servicing. The rest paid consultants to reform the state, and this is something that has been very successful too.

Let us take a look at why it was successful. Take the trade area. Average tariffs have gone down from a peak of 75% in the 1970s to 20% currently, and they are still on their way down. The continent is heavily being opened up. This of course has a cost. Some of the work Christian Aid did showed that the cost of this opening up to the African economy, calculated in income terms, amounted to roughly 270 billion US dollars between 1980 and 2000, roughly equal to all of the aid (loans and grants) received over the period. Africa opened up and lost money but for those who gave the aid, the result was a success because it did succeed in opening markets and reforming the state. If you take a look at the continent, you see that Africa has standardized policies. Where else on earth do you have countries that all have the same investment laws, the same mining laws, the same public sector reform, and so on? How can you say that aid was not successful if the purpose of the money you provided was to impose policies and

you actually ended up with the same policies across the place? Absolutely successful, I will say!! And so successful that even central bank governors, finance ministers etc. became seconded from the World Bank and the IMF to run these economies as Ministers of Central Bank Governors. They draw their salaries from the IMF and the World Bank, and they work for the African state and negotiate on behalf of the state with the institution that pays them. This is a total conflict of interest. For those who are bemoaning the loss of colonization this was perfect colonization since physical occupation was not necessary anymore with all the direct conflict that comes it. Furthermore, if one contrasts the African policy environment with Asia, one sees a remarkable uniformity of policies in Africa, a clear evidence of policy failure but also ironically the clearest evidence of the success of aid in bringing about this uniformity.

In the 1980ies and 90ies, average conditionality, i.e. the average numbers of conditions every African Government had to apply, rose to 111. Now how can

«How could there be accountable governments if they have to account first to the donors before they account to their own citizens?»

you have a sovereign state that has to comply in all of its dealings with one hundred instructions? And then we are surprised at a certain point, and we say: it didn't bring about poverty reduction. In fact, it led to a collapse in the progressive improvement in health systems because «we» made these governments to cut expenditure to health, cut expenditure to education and so on, and we all

have those figures to show. We did it! The problem is that after we did so people woke up to the crisis, to the poverty, to the collapse and to the fact that money was used to bribe the same elite – this time not to take «our» side in terms of the cold war but to take «our» side in terms of the liberalization project. After bribing a new generation of elite to do exactly what we told them to do we now turn around and say: there is a Governance failure! Now how could there be a Governance success if you effectively occupy the countries? How could there be accountable governments

«If one contrasts the African policy environment with Asia, one sees a remarkable uniformity of policies in Africa, a clear evidence of policy failure but also ironically the clearest evidence of the success of aid in bringing about this uniformity.»

if the governments have to account first to the donors before they account to their own citizens? What kind of accountability is that? Therefore again: aid in the 1980ies was successful for the purpose for which it was given. And we are judging it now on an entirely different standard.

Recently, I read one of the World Bank's reports on the lessons of growth. It concludes by saying: the lessons we have learned in the 1980ies and 90ies is that there is no unique formula for growth. Isn't this a surprise? For twenty years, we were told there is a certain set of standard policies you must practice for growth, and now they say there is no formula for growth. All of that cost, all of that loss for twenty years of the right to try different things, to experiment, and even a chance of actually making progress – all lost! Nobody takes responsibility for this. But was aid successful? Of course it was – for the purpose for which it was provided.

The newest agenda of aid is investment liberalization. In order to liberalize

the service sector, WTO introduces investment and service treaties, and economic partnership agreements are being negotiated in various bilateral and regional treaties and especially between the EU and its former colonies. This is as if the unilateral liberalization of investments brought about by aid conditionalities was not sufficient. And so my country that used to praise itself as being a gold producer now has sold out its gold to AngloGold who doesn't have to pay any income taxes for 25 years and gives to the Ghanaian people only 5% of the mineral rents.

The point I am making here is not to say that all aid went like this. It is that the dominant aid has always followed specific policy interest. But aid can be different because we do know that when it is sufficiently targeted it can eliminate diseases, it can expand the infrastructure for social services delivery, it can make the states and the governments useful and create the framework for accountability to happen. People expect from their government to at least give them essential services. Not to create enabling environments for other people! Aid can help education, health, infrastructure. But it is, and should be, a temporary injection, and that temporary injection needs a set of conditions to transform itself into something useful and practical, to create the resilient structure for it to be less relevant with time.

This brings us back to the purpose of international aid. The struggle we have therefore is not simply to sustain aid but to redefine its purpose and define its modalities. The emphasis is on **better** aid, that is: the conditions that discipline both our governments in the North and those in the South in the process of aid management. So in a sense, it means rethinking seriously what the purpose of international development assistance is, and providing it strictly for that purpose. It also means that there has got to be a number of basic principles that we as aid givers must use to guide ourselves, which is the right of countries in the South to demand sovereignty as strongly as we demand it for ourselves. It is not sufficient to say: this regime is corrupt so

we put in structures that make that regime account more to us. Democratic accountability is to build the structures for you to account to **your** democratic structures and **your** citizens.

I understand that Swiss aid is actually particularly exemplary, in the sense that, probably because of the lack of a big international foreign policy agenda, it allows a mix that both encourages good behavior in government and supports the democratic structures that are needed to be strong enough to wrest control away from donors. This is a good mix of portfolio, which suggests that Switzerland really does have a role to play, not simply in a debate about whether more or less aid but about systems of delivery that are sincerely embedded in the ethos of helping the others to improve their lives sustainably. So Switzerland has much to offer.

Let me conclude by saying that aid can only be a temporary mechanism to help countries who have a shortage of resources to move forward. It is important to not over-state the volume of aid that is actually given to Africa – it is in fact rather modest in per capita terms.

Aid can and should help to leverage resources internally or externally. This means that we have to look at the way aid relates to the total resource basket. Unfortunately, if you look at it that way you begin to get frightened about Africa. Indeed, there is much more leaving the continent that comes in through aid and foreign direct investment. Some of it is through corruption but most of it is through illicit commercial behavior. It is necessary to stop the exit of capital from the South. Therefore, it is indefensible to keep expanding a process of financial sector management, which on the one hand forces transparency and accountability in the South and on the other hand, reduces reporting transparency in the North. This is plain hypocrisy and very damaging. So we need to work on financial disclosure rules in order to tackle transfer pricing and mispricing generally, which is actually the biggest means by which resources are sacked out of developing countries by companies in collusion with corrupt elites. Finally, I think it is really important to put the need for a just world at the center of the debate about the role of aid.

Quand la coopération au développement est-elle utile, et quand est-elle nocive? Expériences du Bénin

Huguette Akplogan-Dossa, coordinatrice nationale du réseau d'ONG «Social Watch», spécialiste en développement et éducation des adultes, Bénin

L'Aide publique au développement (APD) est le budget alloué à la coopération au développement par les pays riches. Les trois principaux canaux de distribution de l'aide au développement représentant 85,51 % de l'APD sont:

- *La coopération bilatérale directe* ou la coopération d'Etat à Etat. Il s'agit de la coopération menée par un Etat vers un pays en développement.
- *La coopération bilatérale indirecte*. Il s'agit de la coopération menée par un Etat par le truchement d'acteurs non officiels, dont les ONG (organisations non-gouvernementales). A ce niveau, on retrouve également la coopération interuniversitaire, l'aide d'urgence, etc.
- *La coopération multilatérale* à travers les contributions versées par le pays aux institutions internationales: les Nations Unies (notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD), l'Union européenne (notamment le Fonds Européen de Développement, FED), et le groupe de la Banque mondiale.

L'APD est née des engagements pris par la Communauté internationale d'assister les pays colonisés au lendemain de leur accession à la souveraineté, afin de permettre à ceux-ci de se doter de mécanismes ou instruments de leur développement. Les pays donateurs s'étaient engagés à consacrer 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'aide aux anciennes colonies. Pour mémoire dès 1969 c'était la *Commission Person* qui proposait que le niveau de l'aide publique pour le développement des pays industrialisés atteigne 0,7 % de leur PNB. Cette proposition fut adoptée en 1970 par les Nations Unies et fut réaffirmée à plusieurs reprises depuis lors, et notam-

ment lors du sommet de Rio (juin 1992) et à Johannesburg (septembre 2002). En juin 2005, l'Union Européenne sur la base du consensus de Monterrey a pris la décision visant à ce que les pays européens parviennent d'ici à 2015 à consacrer 0,7 % de leur PNB à l'APD, avec un objectif intermédiaire de porter l'APD à 0,56 % du PNB d'ici à 2010.

Force est donc de constater que la quasi-totalité des pays donateurs n'a pu respecter l'objectif de 0,7 %, mais que les flux d'aide s'amenuisent depuis quelques années. Par ailleurs, il ressort des indicateurs de développement humain en Afrique et en particulier au Bénin que l'aide consentie n'a pas permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations.

Le Bénin a reçu de ses partenaires au développement un important soutien financier pour la mise en œuvre de sa politique de développement. L'APD est en constante régression depuis 1994, alors que l'on observe que le phénomène de la pauvreté devient de plus en plus préoccupant. En effet, le niveau de l'aide totale par habitant a baissé de 19 %, l'intervention du système des Nations Unies ayant elle-même connu une tendance à la baisse ces dernières années.

Evolution globale de l'aide publique au développement

Au Bénin comme dans d'autres pays en développement, l'APD est fournie sous forme d'aide alimentaire, d'aide financière ou d'assistance technique. Les statistiques publiées par les rapports sur la «Coopération pour le développement» font ressortir une évolution irrégulière de l'APD. Au cours de la période 1990–2000, le Bénin a bénéficié d'environ 1420,7 milliards FCFA (soit 2,167

milliards d'Euro) au titre de l'APD provenant aussi bien de partenaires multilatéraux que bilatéraux. L'aide sous forme de «don» reste la principale composante, représentant 65,3 % de l'APD en moyenne au cours de la période contre 34,7 % pour les «prêts». En termes de provenance, l'analyse des données révèle que les partenaires au développement bilatéraux constituent les plus importants pourvoyeurs de l'APD, représentant une moyenne de 49 % du flux global des financements mobilisés sur la décennie.

Toutefois, les décaissements effectués par les bailleurs de fonds ont connu une quasi-stagnation jusqu'en 1997 pour ensuite entamer un déclin atteignant 13,3 % en 1998 et 17,1 % en 2000.

Les partenaires multilatéraux occupent pour leur part le deuxième rang avec 48 % de l'APD, dont 25 % pour le système des Nations Unies. Leurs déboursements ont enregistré une croissance rapide ces dernières années surtout au titre des dons. Enfin, les ONG n'apportent qu'une faible contribution, environ 3 % au cours de la période.

Le financement du développement par l'APD, analysé à travers l'évolution globale des décaissements ou selon la répartition par partenaire ou par type d'intervention, montre la forte dépendance du Bénin vis-à-vis de l'aide pour l'orientation de ses choix.

Résultats ou contributions de l'APD au développement du Bénin

L'aide publique au développement demeure une source de financement essentielle pour réaliser les buts et objectifs du programme d'action des gouvernements successifs qui ont dirigé le Bénin. Aussi importe-t-il d'examiner avec attention ses retombées sur le développement socioéconomique de notre pays.

L'APD dont le Bénin a bénéficié au cours de la période 1990–2000 est importante, mais son impact sur le développement humain reste limité. Cette situation découle fondamentalement des conditions d'allocation de l'APD. En premier lieu, il convient d'observer la répartition sectorielle de l'APD. Il est apparu que sur la période 1990–2000, près de

24 % du montant cumulé de l'aide a été absorbé par le secteur dit «gestion de l'économie». Ce secteur, il faut le rappeler, désigne toutes les administrations chargées de la gestion des politiques et planification économique et financière mais aussi le processus de réforme de notre administration centrale.

L'éducation et la santé n'ont bénéficié que d'environ 18 % du montant cu-

«Il ressort des indicateurs de développement humain en Afrique et en particulier au Bénin que l'aide consentie n'a pas permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie des populations.»

mulé de l'APD de 1990 à 2001. Ceci montre la faible importance qui leur a été accordée, alors que le Bénin connaît de lourds déficits en matière de santé et d'instruction comme le montrent les indicateurs du développement.

Par ailleurs, l'affectation des ressources accordées aux secteurs vitaux ne semblent pas avoir privilégié l'amélioration de la disponibilité et de la qualité des services essentiels. En effet, une partie non négligeable de ces ressources a souvent servi à financer des dépenses improductives telles que les achats de véhicules coûteux aux fonctionnaires gestionnaires des projets, le paiement de primes et commissions sur les marchés, etc.

Deuxièmement, il importe de constater qu'une grande partie de l'aide porte sur l'assistance technique. En effet, il ressort de l'analyse de cette période que 30 % des ressources APD ont été octroyées sous forme de «coopération technique» contre 25 % seulement pour l'acquisition de biens et services liés à la réalisation des projets de développement. Le choix du recours à l'assistance technique extérieure échappe souvent à la partie béninoise, et apparaît plutôt pour la plupart des partenaires comme une condition non-négociable à la mise en place de l'aide.

Ainsi, avec de telles conditions d'utilisation, l'efficacité de l'aide «liée» ou

«L'APD est en constante régression depuis 1994, alors que l'on observe que le phénomène de la pauvreté devient de plus en plus préoccupant.»

«conditionnée» demeure réduite et son impact sur le développement humain reste négligeable. L'affectation irrationnelle par le pays bénéficiaire et le poids de l'assistance technique réduisent les opportunités des populations à tirer profit de l'APD qui comporte de ce fait une part d'iniquité et d'instabilité.

Enfin, l'APD ne s'inscrit pas dans la durée tant du point de vue de sa gestion que des conditions d'octroi. Les partenaires au développement ne se soucient pas toujours des priorités des pays bénéficiaires. Cette situation est illustrée par les arrangements auxquels se livrent les gestionnaires des ressources APD des pays partenaires et bénéficiaires; de tels arrangements se font au détriment des intérêts préalablement visés des populations bénéficiaires. C'est ainsi que la lassitude de plus en plus exprimée par les populations des pays donateurs, les crises sociales provoquées par des situations de misère dans les pays en développement paraissent justifier les faibles retombées de l'APD sur les secteurs clés que nous verrons.

APD et éducation

Le secteur de l'éducation est l'un des piliers du développement dans la mesure où l'ignorance est la pire maladie à l'origine de l'aggravation de la pauvreté humaine. L'APD au Bénin a pratiquement négligé le financement de l'éducation jusque dans les années 90. Rapportée à l'APD totale, l'aide en faveur de l'éducation de base se situe en moyenne annuelle à 3,1 % entre 1990 et 1995, et à 4,8 % entre 1996 et 2000. L'éducation des adultes est le parent pauvre de ce secteur. Or nous savons tous que l'éducation aujourd'hui doit être une «éducation tout au long de la vie».

APD et santé

Le secteur de la santé n'a pas toujours bénéficié d'une grande priorité

dans l'APD. En effet, de 1990 à 1995, l'APD à la santé était très faible. C'est seulement à partir de 1996 que certains partenaires ont commencé à prêter une attention particulière à ce secteur pourtant vital. Le niveau de l'APD est passé du double pour retomber autour du niveau simple en 1997, soit 7,6 % de l'aide totale. Il a amorcé de nouveau une hausse en 1999 pour se stabiliser autour de 12 % de l'aide totale. L'APD allouée aux soins de santé primaire représente une plus grande part du montant global du secteur de la santé; ce qui traduit l'intérêt que les partenaires au développement accordent à ce secteur.

APD et développement social

L'APD au développement social qui englobe l'aide aux travaux relatifs à l'approvisionnement en eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement du milieu de vie des populations est demeurée modeste contrairement aux deux autres secteurs de la santé et de l'éducation qui ont suscité plus d'intérêt les dernières années. L'aide accordée à ce secteur a évolué en dents de scie pour en arriver à 7,9 % en 2000. Le sous-secteur de l'eau potable et assainissement a absorbé près de 58 % de l'aide au développement social au cours des dix dernières années.

APD et agriculture

L'APD accordée à l'agriculture (y compris l'élevage, les forêts et la pêche) est loin de refléter l'importance de ce secteur dans l'économie qui occupe plus de 80 % de la population. En effet, l'aide consacrée à ce secteur se situe autour de 8 % de l'aide totale depuis 1996. Les interventions des partenaires au développement dans le secteur agricole se sont concentrées prioritairement dans le domaine des cultures vivrières et de l'élevage. Ce domaine n'a pratiquement pas bénéficié de l'attention des partenaires extérieurs avant 1994. Après 1994, il a connu une évolution en dents de scie, donc irrégulière.

Avec ce tableau présenté, pouvons-nous affirmer que l'Afrique souffre de trop d'aide?

Où est-ce que l'APD a-t-elle eu des effets positifs, et quand est-elle plutôt nuisible?

Y-a-t-il des différences entre la politique des divers pays donateurs?

Il n'y a pas une harmonisation des actions des différents bailleurs de fonds. Chacun vient avec sa méthode et ses procédures et surtout avec son secteur d'activité à développer, sans même se demander quelles sont les priorités des populations à la base. La multiplicité des procédures chez les bailleurs de fonds, une prévisibilité insuffisante de l'aide, une mauvaise coordination entre l'aide officielle au développement et les procédures d'élaboration du budget de l'Etat, ces différences sont donc un obstacle à l'efficacité de l'aide. D'où l'importance pour les donateurs de respecter les grandes lignes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, s'agissant de l'appropriation, l'harmonisation, l'alignement, les résultats et la responsabilité mutuelle.

L'APD au profit des élites ou du développement social?

L'opacité dans laquelle sont gérées les ressources de l'aide favorise les détournements de fonds ou le placement temporaire dans des comptes bloqués de ces fonds par de hauts fonctionnaires. De ce fait, ils retardent la mise en œuvre de projets vitaux pour la basse couche. En d'autres termes, lorsque l'aide fait le nid à la corruption, elle arrange plutôt l'élite au détriment des populations. L'aide apporte à la lutte contre la pauvreté quand elle poursuit la réalisation des infrastructures socio-communautaires et des actions énergiques en vue d'assainir les finances publiques, d'accroître la productivité, de généraliser et de renforcer la lutte contre la corruption. L'aide doit être directement orientée vers la diminution des coûts de la santé, l'éducation, et l'investissement dans la réalisation d'infrastructures identifiées par les populations.

Pour une APD au service du développement social?

Les actions de financement du développement devront s'intensifier et com-

porter davantage d'éléments de dons que de prêts. Il convient de souligner l'impérieuse nécessité de financer des programmes relatifs à des secteurs tels que la santé, l'éducation, la nutrition, ou d'autres secteurs liés au développement des ressources humaines bien qu'ils ne soient pas directement générateurs de revenus et donc ne contribuent pas à court terme au remboursement des prêts.

APD pour financer les OMD, la décentralisation et soutenir la société civile

Si les pays partenaires et les bailleurs se révèlent incapables d'acheminer, de gérer et d'utiliser de façon efficace les ressources provenant de l'aide pour en démontrer les résultats, nous ne serons pas en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Bénin étant partie à la Déclaration du Millénaire, a élaboré en 2003 son premier rapport gouvernemental sur les objectifs du Millénaire pour le développement. A la suite du gouvernement, les organisations de la société civile, saisissant l'occasion de la Déclaration du Millénaire + 5, année d'un bilan critique pour donner une nouvelle impulsion à la réalisation des OMD, ont produit un rapport de suivi de la mise en

«Les partenaires au développement ne se soucient pas toujours des priorités des pays bénéficiaires.»

œuvre des engagements du millénaire au Bénin. Ce processus a abouti à l'élaboration en 2005 du «*Premier Rapport Alternatif des Organisations de la Société Civile au Bénin*» par le réseau Social Watch Bénin. Ce regard porté par les organisations de la société civile sur les OMD cinq ans après leur adoption et dix ans avant l'échéance de 2015 a tenté de faire le point des douze cibles retenues par le Bénin dans le cadre de ces objectifs. Il s'agissait de rendre compte: des situations et tendances, des progrès réalisés, des défis à relever, des axes prioritaires de coopération et d'adresser au

gouvernement et autres institutions de la République, aux élus locaux, aux partenaires au développement, au secteur privé et à la société civile, des recommandations.

Le gouvernement béninois a déjà fait l'effort de décliner les huit objectifs du Millénaire pour le développement en douze cibles quantifiables avec des axes de coopération bien précis. Malheureu-

«Chacun vient avec sa méthode et ses procédures et surtout avec son secteur d'activité à développer, sans même se demander quelles sont les priorités des populations à la base.»

sement le financement des OMD se fait toujours attendre.

La décentralisation au Bénin est conçue comme faisant partie intégrante du processus de démocratisation engagée en 1990. Les 77 communes du pays ont toutes élaboré leur plan de développement communal. Ces plans sont de véritables recueils de besoins ciblés qui ont été travaillés au niveau communal pour donner divers projets couvrant tous les domaines de la vie communale avec la participation effective des populations. Ces communes disposent d'énormes potentialités de développement. Et il serait heureux que l'APD, si tant est qu'elle vise le développement des populations à la base, soit dirigée vers le financement des plans de développement des communes pour se montrer plus visible aux yeux des populations.

Bien évidemment, la société civile très engagée et très agissante au niveau du pays doit être soutenue par le renforcement des capacités, par des appuis institutionnels aux organisations de la société civile, qui ne disposent pas des mêmes ressources que leurs homologues du Nord installées sur place.

Adapter l'aide aux besoins du pays

Il n'existe souvent aucun rapport entre les types de dépenses que les pays veulent financer en vue de rehausser la prestation des services d'éducation et de santé (coûts récurrents, locaux et principalement liés au personnel) et ce

que les bailleurs de fonds bilatéraux fournissent effectivement, soit un financement en nature et de l'assistance technique. Quelque deux tiers de toute l'aide à l'éducation sont fournis sous forme d'assistance technique.

L'aide est souvent fragmentée et volatile, davantage alignée sur les objectifs et les préférences des bailleurs de fonds que sur les priorités du Bénin, et elle comporte des frais de transaction élevés. Il faut harmoniser deux calendriers souvent incompatibles: le calendrier du budget de l'État et celui des décaissements par les bailleurs de fonds. Toutes choses qui amènent à une adaptation de l'APD.

Il faudra donc améliorer l'alignement en concluant des accords cadres pour l'appui budgétaire et d'autres domaines, et entamer des réformes dans la gestion des finances publiques au Bénin et dans l'administration en général. Aussi sera-t-il intéressant de créer une matrice d'actions prioritaires qui sert de boussole aux bailleurs de fonds.

Est-ce que la société civile peut-elle influencer la coopération internationale au Bénin et la politique du gouvernement?

Le gouvernement béninois, pour donner un socle et une boussole indispensables à la mise en œuvre du programme de développement de notre pays, a conçu le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) afin de consolider les acquis et renforcer la démocratie participative. Le premier DSRP a été mis en œuvre de 2003 à 2005 et a souffert de la faiblesse du diagnostic de l'état de la pauvreté et du mécanisme participatif qui devrait conduire à la prise en compte des préoccupations de l'ensemble des acteurs: société civile, élus locaux, secteur privé.

Lors de la deuxième génération du DSRP qui est actuellement en cours d'élaboration, tirant leçons du premier, les autorités du pays ont tenu à associer la société civile, le secteur privé et les élus locaux à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du DSRP II.

A cet effet, prenant en compte les insuffisances notées dans l'élaboration et la mise en œuvre de la première généra-

tion de DSRP au Bénin, le réseau Social Watch Bénin a mis au point une approche spécifique de participation au processus d'élaboration de la deuxième génération de DSRP. Cette démarche s'est opérationnalisée à travers la mise en œuvre du projet «*De la consultation vers la participation effective des organisations de la société civile*» qui a bénéficié de l'appui technique et financier des partenaires au développement que sont le PNUD, le Service allemand de développement (DED), le Service néerlandais de développement (SNV Bénin) et l'Ambassade des Pays Bas.

Ce projet prône une démarche qui rompt avec les sentiers battus de la consultation de routine qui n'offre aux couches sociales démunies aucune chance d'influencer les processus en cours, en saisissant l'opportunité du mécanisme de participation mis en place par la Commission Nationale pour le Développement et la Lutte contre la Pauvreté (CNDLP) pour définir une stratégie spécifique de participation de la société civile à l'élaboration du DSRP de deuxième génération. Ainsi le processus de participation mis en place par Social Watch comprend 5 étapes à savoir:

- Implication dans les réflexions en cours au niveau des groupes thématiques de la CNDLP: La première action enclenchée par Social Watch Bénin dans le processus d'élaboration du DSRP II a été l'inscription des représentants du réseau dans les 9 groupes thématiques de la CNDLP. Au travers de cette implication, le réseau a pris une part active aux débats dans ces différents groupes thématiques de façon à influencer les orientations du DSRP dans le sens d'une amélioration des conditions de vie des populations à la base.
- Mise en place d'un système de collecte de données auprès des populations à la base: Afin de favoriser une participation effective et efficiente des représentants de Social Watch dans les groupes thématiques, il a été mis en place un mécanisme de collecte des données sur les aspirations profondes des populations à la base.
- Rencontres régulières avec les repré-

sentants de Social Watch dans les différents groupes: Parallèlement au processus de collecte de données sur le terrain, les rencontres régulières sont tenues avec les représentants de Social Watch Bénin dans les différents groupes thématiques afin d'échanger avec eux sur les niveaux de débats en cours au sein des groupes thématiques et dans une certaine mesure les outiller à interagir efficacement dans ces débats.

- Rédaction et transmission de la contribution de Social Watch Bénin à la rédaction de la deuxième génération de DSRP au Bénin: Tout ce processus décrit a permis à Social Watch Bénin d'élaborer une contribution spécifique basée sur les réalités des populations à la base, telles qu'elles les ont exprimées et sur les défis à relever dans ces différentes zones pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce document a été transmis à la CNDLP.

«L'aide est souvent fragmentée et volatile, davantage alignée sur les objectifs et les préférences des bailleurs de fonds que sur les priorités du Bénin.»

Je puis affirmer ici que les autorités actuelles du Bénin souscrivant au cadre de la Déclaration de Paris, entendent élaborer une Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) avec la participation de la société civile, du secteur privé et des bailleurs de fonds.

Quelles sont les revendications de Social Watch au Bénin quant à la coopération internationale (APD)?

- Respecter les engagements pris à la suite du Consensus de Monterrey en doublant au minimum l'aide publique au développement (APD) au cours des cinq prochaines années afin d'appuyer les OMD, en particulier dans les pays à faible revenu et en Afrique subsaharienne, en alignant le rythme d'accroissement de

«Renforcer les capacités de lobbying et de plaidoyer serait une meilleure manière d'aider les organisations de la société civile béninoise à influencer la politique internationale au Bénin.»

l'aide sur la capacité d'absorption du bénéficiaire.

- Un allègement accru voire une annulation des dettes multilatérales et surtout bilatérales du pays.
- Éliminer les obstacles au commerce, en mettant fin aux subventions agricoles et commerciales.
- Que la Commission de l'UE, l'OMC, le FMI et la Banque mondiale cessent d'être le fer de lance de la mondialisation par l'«intégration forcée» du pays au marché mondial.
- Que Bruxelles accorde une oreille plus attentive aux plaintes des organisations paysannes, de la société civile dans les négociations des Accords de Partenariats Economiques.
- Rendre l'aide flexible.
- Toutes les aides devraient appuyer les priorités identifiées dans le DSCRP et les plans sectoriels approuvés.

Car le Bénin a besoin de plus d'aide mais sous forme d'appui budgétaire.

Quel rôle devrait jouer la société civile, pourquoi celle-ci est-elle si importante?

Le rôle de veille permanent, d'information et de mobilisation sociale que doit jouer la société civile est plus que

capital. Ce rôle est important, parce que le contexte néolibéral de «moins d'Etat» affaiblit notre Etat dans les négociations internationales. Le gouvernement fait l'objet de pressions insupportables lors des négociations. Nos autorités n'ont même pas le temps d'étudier tous les contours des accords (qui la plupart sont rédigés en anglais, alors que nous sommes un pays francophone), que sous pression, sous menace de conditionnement de l'aide, elles ratifient dans la hâte.

L'appui au renforcement des capacités revêt une importance particulière pour les pays. Renforcer les capacités de lobbying et de plaidoyer serait une meilleure manière d'aider les organisations de la société civile béninoise à influencer la politique internationale au Bénin.

Conclusion

L'APD apportée au Bénin, même si elle semble massive en termes absolus, apparaît très faible au regard des besoins nationaux de développement. Par ailleurs, la faible efficacité de l'APD consécutive aux conditions d'intervention dictées par les partenaires et à la mauvaise gestion par l'administration nationale, n'a pas permis de déclencher le processus de développement, mais a plutôt conduit à une dépendance financière du Bénin vis-à-vis de l'APD dont les effets pervers se sont traduits par des problèmes de financement du développement.

Et donc pour atteindre les OMD en 2015, il faudra plus d'aide surtout drainées vers les secteurs sociaux de base.

L'Afrique est elle-même fautive. Le blues africain des non-Africains.

Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, Berne

Je ne suis pas africain, mais un Européen qui connaît l'Afrique de l'extérieur. De 1982 à 1992, j'ai suivi comme journaliste libre les confrontations politiques à la Corne de l'Afrique. J'ai fait la connaissance des représentants de nombreux mouvements politiques – pour la plupart illégaux – en Ethiopie et au Soudan. J'ai interviewé des dizaines de paysannes et de paysans qui avaient fui devant les programmes du régime révolutionnaire à Addis Abeba. A Khartoum, j'ai rencontré les représentants clandestins de divers groupements du Sud Soudan, qui préparaient la deuxième guérilla. Tout cela m'a fait apparaître alors comme un bon connaisseur de la région. Je suis par la suite resté lié au continent par des amitiés personnelles et des lectures.

Ces quelques remarques montrent clairement à quel point mes connaissances de l'Afrique sont limitées et à relativiser. Personne ne peut prétendre être un connaisseur de l'Europe en ayant étudié le conflit nord-irlandais et, par là-même, découvert l'Angleterre et l'Irlande, même si ce conflit dit quelque chose de l'Europe.

Or, ce sont de tels non-Africains, avec des connaissances limitées, qui relancent toujours des discussions passionnées sur l'Afrique. Celles-ci ont plus souvent à voir avec nos représentations propres qu'avec l'Afrique elle-même. La Suisse se trouve en ce moment en plein dans de tels débats. Ils ont été provoqués par le conseiller fédéral Christoph Blocher, lui aussi un connaisseur de l'Afrique. Il a en effet été longtemps lié au régime de l'apartheid en Afrique du Sud et, ferme dans ses principes, il lui est resté fidèle jusqu'à sa fin amère en 1994. C'est de cette expérience qu'il tire ses connaissances qu'il a communiquées cet automne à une commission parlementaire et aux médias. D'une part,

il est perplexe et ne sait pas comment améliorer la situation de l'Afrique. D'autre part, il est persuadé que l'aide à l'Afrique est partie en fumée et qu'elle a été inutile. De cela, il tire deux conclusions : on peut soit abandonner l'Afrique à elle-même, soit «recoloniser les pays africains»¹.

Le discours afropessimiste: nous ne sommes responsables de rien

Blocher s'inscrit dans le courant afropessimiste qui est devenu de bon ton, après la Guerre froide, aux Etats-Unis et en Europe. Pour les afropessimistes, les problèmes de l'Afrique n'ont rien à voir avec les conséquences de la colonisation. Au contraire, les Etats coloniaux n'auraient, par faiblesse, qu'incomplètement pénétré et qu'insuffisamment transformé les sociétés africaines traditionnelles. Les maîtres coloniaux, prudents, auraient trop respecté les traditions africaines et épargné les structures ancestrales. L'Afrique souffrirait donc du caractère inachevé de la mission européenne sur ses terres. C'est pour cela qu'elle serait incapable de progresser par elle-même et qu'elle resterait prisonnière de traditions arriérées. Ne devrions-nous pas, se demandent les afropessimistes, finir la tâche restée inachevée et recoloniser l'Afrique² ?

Le débat suisse est quelque peu plus réservé dans le ton. Il tourne autour des affirmations suivantes: *primo*, l'Afrique ne souffre pas de trop peu, mais de trop d'aide au développement. *Secundo*, l'aide permet aux gouvernements afri-

1 Citation tirée de la *SonntagsZeitung*, 22 octobre 2006.

2 Je suis ici la présentation de Mahmood Mamdani, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, N.J.S. 285, 1996.

cains de différer les réformes nécessaires vers plus d'économie de marché, avec les conséquences négatives qui en découlent pour le développement. *Tertio*, les relations informelles et personnelles l'emporteraient en Afrique sur les règles rationnelles et formelles. Il serait plus facile d'y acquérir des biens matériels par des relations personnelles que par des investissements. D'où le clientélisme, le népotisme et la corruption comme modèles dominants de comportement social. Bref, ni la bonne gouvernance ni le capitalisme ne sauraient se développer dans de telles conditions culturelles. Celles-ci encourageraient en lieu et place une mentalité d'assistés. De telles affirmations ne proviennent pas d'un sondage d'opinion au café du commerce, mais principalement de la *Neue Zürcher Zeitung*.

Le discours afropessimiste fait mouche. Pourquoi? Parce qu'il attribue à l'Afrique la responsabilité de sa propre misère. Que l'Afrique soit elle-même fautive constitue un énorme soulagement. On ne se sent finalement plus si sûr de la coresponsabilité de l'Europe et de l'Amérique du Nord. L'afropessimisme se situe au cœur de l'histoire particulière qui lie l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Nord: la traite des esclaves transatlantique et la colonisation. Raison pour laquelle il n'y a pas d'afropessimistes en dehors de l'Europe et de ses colonies. Personne en Amérique latine et en Asie ne se sent concerné par une éventuelle coresponsabilité dans le destin de l'Afrique.

Les courts-circuits de l'afropessimisme

Mais l'afropessimisme est-il pertinent, éclaire-t-il la situation particulière de l'Afrique?

1. Facteurs explicatifs internes et externes

Les accusations conduisent en réalité à des discussions stériles. On nous demande de choisir entre des approches

explicatives binaires. La situation des pays africains est-elle due à des facteurs internes ou aux agissements d'acteurs externes? A mon avis, nous devrions intégrer dans l'analyse les deux types de facteurs, internes et externes. Certes, le destin de l'Afrique dépend ultimement des confrontations politiques et sociales internes aux pays africains; ses élites portent donc une grande responsabilité. Mais, en même temps, les interventions de puissances extérieures et les conditions-cadres internationales comme le marché mondial et ses règles jouent également un rôle. Tout le monde sait que les Etats ne sont égaux en souveraineté que sur le plan juridique et formel. En réalité, leur souveraineté varie en fonction du poids économique, militaire et politique qu'ils peuvent jeter dans la balance. La plupart des Etats africains n'ont gagné avec l'indépendance qu'une souveraineté fragile; ils sont par là-même l'objet d'importantes ingérences extérieures.

2. Quelle histoire imprègne l'Afrique?

De la même manière, on ne peut pas simplement exclure le facteur colonial de l'analyse de la situation de l'Afrique, même si on donne la place qui leur revient aux développements qui ont suivi les indépendances ainsi qu'aux influences de l'histoire précoloniale. L'indépendance des pays africains n'est pas aussi ancienne que ne le souhaiteraient les divers participants au débat sur l'aide au développement. Franz Steinegger écrivait dans le *Blick* qu'on ne pouvait pas rendre le colonialisme responsable de la pauvreté en Afrique, puisque, par exemple, l'indépendance du Libéria remonte à 1847³. Dans la *Weltwoche*, l'ancien commentateur Max Frenkel refusait d'expliquer la situation des pays en développement par «le colonialisme du 19^e siècle»⁴. Frenkel confond les siècles pour étayer son argumentation. Il a manifestement oublié que ce n'est qu'en 1975, alors qu'il était en pleine possession de ses capacités journalistiques, que les colonies portugaises ont – les dernières – obtenu l'indépendance. Les événements historiques très anciens ne jouent, bien sûr, qu'un rôle secondaire.

3 *Blick*, 18.10.2006.

4 *Weltwoche*, 24.8.2006.

Mais, en même temps, personne ne saurait expliquer l'histoire européenne récente sans référence aux deux Guerres mondiales, sans la montée et la chute des impérialismes européens ou la Révolution française. La même chose vaut pour l'Afrique: on ne saurait comprendre son histoire la plus récente sans le colonialisme ni la traite d'esclaves transatlantique.

3. Le principal héritage du colonialisme: l'autocratie moderne

On ne peut nier les conséquences durables de l'héritage colonial. On sait notamment que l'économie des Etats nouvellement indépendants était orientée d'une manière extrême vers les besoins des métropoles. Mais qu'en est-il de l'héritage politique? Les afropessimistes voient le mal de l'Afrique concentré dans ses élites au pouvoir: celles-ci sont, au choix, cleptocrates, corrompues, cruelles ou despotiques. Qui les contredirait? Les exceptions se comptaient jusqu'à récemment sur les doigts d'une main. Mais d'où cela vient-il? L'héritage de l'Etat colonial joue ici un rôle majeur. Les puissances coloniales ont créé un «Etat divisé en deux», pour reprendre l'expression de Mahmood Mamdani dans sa vaste étude sur le legs politico-institutionnel du colonialisme⁵. D'un côté, la séparation des races et l'égalité devant la loi de tous les citoyens «civilisés» ont dicté l'évolution politique dans les villes et les institutions économiques de la colonie. De l'autre, les paysannes et paysans dans les campagnes étaient subordonnés aux organes nouveaux de la «domination indirecte». Celle-ci reposait sur trois piliers. *Primo*, les seigneurs coloniaux ont divisé la population rurale en «tribus», même là où il n'en existait pas; ils ont fixé des «frontières tribales» là où les peuples africains fonctionnaient plutôt selon les modes perméables de l'adoption d'autres groupes de population ou du métissage. *Secundo*, ils ont nommé des chefs à la tête des peuples africains, même quand ceux-ci n'en avaient pas. Ils ont accordé à ces chefs les pleins pouvoirs sur leurs subordonnés, alors même qu'auparavant, là où ils existaient, les rois et leaders politiques

africains devaient rendre des comptes. Enfin, et *tertio*, les maîtres coloniaux ont couronné le tout avec la codification et l'invention du «droit traditionnel» que les acteurs de la domination indirecte avaient utilisé à leur avantage. Mamdani donne au système de domination qui en a résulté le nom de «despotisme décentralisé». Les «despotes décentralisés» avaient notamment le droit d'attribuer ou d'enlever des terres, de lever des impôts et des taxes, d'ordonner du travail forcé, de rendre la justice et d'exécuter les sanctions. Ils étaient aussi ceux qui devaient assurer la domination, au besoin de manière brutale. La seule instance dont ils pouvaient recevoir des directives était «l'homme blanc». Les traditions cleptocratiques et dictatoriales que le discours afropessi-

«La soi-disant aide au développement ne fournit souvent que le lubrifiant nécessaire permettant de maintenir en vie les 'amitiés'.»

miste enracine dans la sombre préhistoire de l'Afrique, tirent en réalité beaucoup plus leur origine de ce système de domination indirecte.

4. Rupture historique en Afrique – continuité historique en Asie

Dans cette perspective, une comparaison entre l'Afrique et l'Asie est particulièrement éclairante. Si, en Afrique, la colonisation a coupé la route à la formation indépendante des Etats, elle a, en Asie, interrompu pour une courte période le développement d'Etats déjà constitués. Les Etats actuels de l'Afrique noire n'ont tous pas plus de cent ans – ils sont de purs produits de la colonisation européenne. A l'inverse, la Chine, le Japon, la Corée, Taïwan, le Vietnam, la Thaïlande, l'Inde ont tous derrière eux une histoire vieille de plusieurs siècles, voire de plusieurs millénaires. Le Japon a pu échapper complètement à la colonisation, la Chine et la Thaïlande pour une bonne part. Il est, certes, faux d'affirmer que l'Afrique précoloniale n'a pas connu d'Etats – par exemple l'Etat des Ashanti, l'Etat du Congo dans l'Afrique centrale

5 Voir note 2.

«Des 2300 milliards de dollars qui ont été distribués jusqu'ici officiellement comme aide au développement, seuls 400 milliards sont allés à l'Afrique.»

actuelle ou l'ancien Dahomey. Cependant, aucun Etat africain moderne ne s'est constitué à partir d'un Etat précolonial. Car tous ceux qui existaient ont été détruits. Il n'est donc pas étonnant que les passions politiques, les luttes pour la dignité et la reconnaissance dans la cohabitation de peuples différents au sein d'un même Etat territorial imposé de l'extérieur, aient été, sont et seront encore pour un temps au centre de la courte histoire des Etats africains. Tout cela n'est guère favorable à un développement économique énergique.

Quel rôle joue la coopération au développement?

1. Relativiser l'importance de l'aide

Nous devrions d'abord relativiser le rôle de la coopération au développement. Les pays africains (comme d'autres pays en développement) ne vont pas se redresser uniquement avec l'aide. Seuls les Africains eux-mêmes peuvent résoudre les confrontations politiques. Leur développement économique et surtout leur industrialisation ne peuvent venir que de stratégies adaptées aux circonstances concrètes et de leurs propres efforts, en particulier ceux des gouvernements. L'aide peut cependant être utile en soutenant ces processus internes. Que les gouvernements africains, dans la formulation de telles stratégies, dépendent actuellement *de facto* de la Banque mondiale ainsi que des recettes des pays donateurs, n'est guère favorable. Il y a là une autre différence, importante, entre les pays africains et les Etats asiatiques qui ont réussi: ceux-ci ont pu échapper au diktat du consensus de Washington. Alliance Sud a présenté cet-

te question d'une manière approfondie dans son livre *La mondialisation, et après?*

2. Aide au développement et intérêts géopolitiques

Tout ce qui porte le nom d'aide n'a pas pour but de servir au développement. Une part considérable de l'aide officielle n'arrive pas dans les pays en développement ou en repart vers le Nord, via des prestations excessivement chères. Elément presque plus important encore, une grande partie de l'aide a, ces cinquante dernières années, été accordée pour des raisons liées à des politiques de pouvoir. L'Afrique a été et reste le lieu par excellence de la «pseudo-aide» motivée par des intérêts géopolitiques. Jusqu'à aujourd'hui, la France a essayé par tous les moyens de maintenir des relations politiques et économiques étroites avec ses anciennes colonies ainsi qu'avec d'autres pays francophones d'Afrique comme le Zaïre. La soi-disant aide au développement ne fournit souvent que le lubrifiant nécessaire permettant de maintenir en vie les «amitiés». Les Etats-Unis et l'Angleterre n'agissent pas autrement. Même l'aide de l'Union européenne est souvent plus orientée vers les besoins d'influence de ses principaux membres que vers les besoins de développement des pays africains.

3. L'aide au développement ne joue qu'un rôle secondaire dans les relations de politique extérieure avec l'Afrique

Quand les afropessimistes se plaignent que l'Afrique souffre de trop d'aide, ils donnent l'impression que le monde ne s'y intéresse que par altruisme et ne s'y engage que comme coopérant. Il n'en va pas ainsi. L'Afrique a intéressé et continue d'intéresser les grands acteurs de la scène internationale avant tout pour des raisons géostratégiques et à cause de sa richesse en ressources naturelles. Pour faire valoir leurs intérêts, ceux-ci disposent de toute une palette de moyens d'intervention dont la pseudo-aide n'est qu'une composante. Des actions énergiques ont été menées en Afrique contre les gouvernements qui

osaient déplaire aux anciennes puissances coloniales et aux Etats-Unis. Ainsi, l'Angola a passé 27 des 31 années de son indépendance dans la guerre civile. Le Mozambique va un peu mieux; il a accédé il y a douze ans à une indépendance sans conflit armé. Les pays donateurs ont maintenu au pouvoir les bons amis de l'Occident pendant une éternité, cela aussi avec de la pseudo-aide. Le cas le plus flagrant est celui de Mobutu, d'abord un allié contre le communisme, puis une garantie de «stabilité» pour les Etats-Unis. Son règne, qui a ruiné systématiquement le Zaïre, ne s'est terminé qu'en 1997. Plusieurs groupements se sont alors disputés le pouvoir avec des soutiens étrangers. Une forme de paix s'est installée depuis une année, mais il n'est pas sûr que la solution politique à laquelle on est parvenu aujourd'hui durera. La question doit être posée: le Congo est-il réellement un Etat indépendant? Et depuis quand? S'ils avaient en vue cette pseudo-aide, les afropessimistes auraient donc raison de se lamenter que l'aide au développement a cimenté le règne d'élites cleptocratiques. Mais c'est précisément là que le bât blesse: ils ne contestent pas l'ingérence étrangère dans les relations africaines. Ils restent muets à ce sujet.

4. L'aide réelle au développement est plutôt une denrée rare

A côté de tous ces aspects peu réjouissants, il existe bien sûr aussi en Afrique une aide réelle au développement. Elle a assuré la survie de millions d'être humains dans des conflits armés et des famines. Des maladies dangereuses comme l'oncocercose et la lèpre ont, grâce à l'aide, quasi disparu. De nombreux projets et programmes ont contribué au renforcement et à la capacité de survie de petits paysans et personnes dans le secteur informel. Des progrès ont également été enregistrés dans le domaine de l'éducation. Huguette Akplogan-Dossa montre cependant, dans sa conférence, que les investissements des pays donateurs dans ces secteurs ont été peu abondants, contrairement aux intentions déclarées (objectifs du Millénaire). Nous en discuterons lors de la table ronde.

5. Les pays émergents asiatiques n'ont-ils pas reçu d'aide?

Toute la discussion sur l'Afrique donne l'impression qu'une grande partie de l'aide au niveau mondial est allée à l'Afrique. Or, cela n'est pas le cas. Des 2300 milliards de dollars qui ont été distribués jusqu'ici officiellement comme aide au développement (aide géopolitique incluse), seuls 400 milliards sont allés à l'Afrique. On connaît la comparaison entre le Ghana et la Corée du Sud. Les deux pays, dit-on, étaient également pauvres à la fin des années 1950, le Ghana paraissant même plus riche à cause de ses trésors miniers. La Corée du Sud se serait transformée en riche pays industriel presque sans aide. En re-

«Personne ne songe à abandonner l'Afrique à elle-même. Toute puissance économique d'une certaine envergure lutte pour s'assurer une part aux ressources de l'Afrique.»

vanche, le Ghana serait resté pauvre malgré beaucoup d'aide. Est-ce exact? En réalité, les Etats-Unis ont, entre 1946 et 2000, donné à la Corée en tout pour quelque 30,3 milliards de dollars, la plus grande part avant 1970. La Ghana, de 1957 à 2000, a reçu 2,6 milliards, soit à peine 9% de la somme versée à la Corée du Sud. Autre comparaison: les Etats-Unis ont offert pour 77 milliards de dollars d'aide (sans l'assistance militaire) à ses trois bastions asiatiques contre le communisme: la Corée du Sud, Taïwan et le Sud-Vietnam (jusqu'en 1975)⁶. L'Afrique noire dans son entier n'a obtenu que 54 milliards des Etats-Unis jusqu'en l'an 2000.

Abandon ou recolonisation: pas de réelles perspectives

Revenons à notre point de départ. Les afropessimistes proposent deux choses:

⁶ L'aide militaire s'est élevée dans la même période à plus de 120 milliards de dollars.

«La discussion devrait porter beaucoup plus sur le point suivant: quelle aide contribue véritablement au développement et laquelle ne sert qu'à une dilution cynique des pratiques nuisibles des pays industrialisés en matière de politique étrangère?»

abandonner l'Afrique à son sort ou la recoloniser. Cette dernière proposition est trompeuse. La première colonisation a, en effet, fortement contribué aux graves problèmes de l'Afrique; on ne voit pas pourquoi la seconde aurait plus de succès qu'elle. Actuellement, la communauté des Etats occidentaux exerce un «protectorat moderne» en Afghanistan et en Irak. Les résultats ont jusqu'ici été peu convaincants, voire catastrophiques, et les résistances sont énormes. Epargner un tel sort à l'Afrique serait une précieuse contribution à son développement.

La première proposition – laisser l'Afrique à son sort – n'est pas avancée d'une manière sérieuse. Personne ne songe à abandonner l'Afrique à elle-même. Toute puissance économique d'une certaine envergure lutte pour s'as-

surer une part aux ressources de l'Afrique. Les Etats-Unis et les stratèges de la sécurité européenne considèrent l'Afrique comme un foyer possible du terrorisme et comme un facteur d'instabilité géostratégique. Si l'on abolissait l'aide au développement, les grands acteurs ne couperaient que l'aide réelle, qui sert à quelque chose. Les «lubrifiants» nécessaires continueraient en revanche à couler pour obtenir des concessions pétrolières, des avantages économiques et la coopération politico-militaire.

Le débat critique sur l'aide au développement ne devrait pas, à notre avis, se concentrer sur la question de savoir s'il faut continuer ou arrêter. La discussion devrait porter beaucoup plus sur le point suivant: quelle aide contribue véritablement au développement et laquelle ne sert qu'à une dilution cynique des pratiques nuisibles des pays industrialisés en matière de politique étrangère? On ne peut guère, réalistement, éliminer cette dernière. Mais nous devrions publiquement la dénoncer et lutter pour qu'elle soit éliminée des budgets du développement au profit d'une augmentation de l'aide réelle. Alliance Sud s'engage pour cela.

Schlussbemerkungen des Tagungsbeobachters

Ruedi Küng, Afrika-Korrespondent Schweizer Radio DRS

Lassen Sie mich zu Beginn etwas ausholen. Ich komme soeben aus dem äthiopischen Hochland zurück, von einem Plateau, das die Humusschicht verliert. Dort wird mit einem Projekt versucht, die Erde zu retten, damit die Menschen wieder anpflanzen können. Ich war bei einer Bäuerin in einem Rundhaus zu Besuch. Sie zeigte mir die Feuerstelle, die Bettstatt, den Getreidespeicher. Sie zeigte mir auch, wo sie die Ingera (Fladenbrot) kocht und den Ort, wo sie das Wasser aufbewahrt und so weiter. Ich habe mir in der düsteren Rundhütte alles angeschaut und dann die Frage gestellt, die man eigentlich nicht stellen sollte: «Was brauchen sie noch? Was fehlt Ihnen? Wovüber möchten Sie sich gewissermassen beklagen?» – Die Bäuerin zögerte eine Weile und sagte dann: «Nichts, mir fehlt nichts. Wir haben es gut hier, dank diesem Entwicklungsprojekt wächst jetzt der Teff (äthiopisches Grundnahrungsmittel, eine Art Hirse) auf unserem Boden wieder. Wir müssen keine Angst mehr haben, dass alles weggeschwemmt wird, wenn die grossen Regenzeiten kommen.» Sie sagte auch, dank der Wasserfassung, die eingerichtet wurde, brauche sie jetzt nur noch eine Viertelstunde, um das Wasser zu holen, und nicht mehr anderthalb Stunden.

Solche Erlebnisse habe ich immer wieder auf meinen Reisen. Und es scheint mir ganz wichtig, sie mir vor Augen zu halten, wenn wir hier diese Debatte führen. Zweimal wurde gesagt: Afrika gibt es nicht. Afrika ist ein komplexer Kontinent mit derart vielen Verschiedenartigkeiten, dass dieses eine Wort – Afrika – es einfach nicht fassen kann. Jürg Krummenacher hat es erwähnt und Bundesrätin Micheline Calmy-Rey. Und Peter Niggli sagte: Wer kennt denn schon Afrika?

Ich selber bin seit 25 Jahren in Afrika unterwegs. Ich habe 10 Jahre in unterschiedlichen afrikanischen Ländern gelebt. Je mehr ich gesehen habe und je mehr ich weiss, desto weniger würde ich von mir sagen, dass ich Afrika kenne. Diesen Aspekt finde ich sehr wichtig, wenn wir über die Kritik der AfropessimistInnen sprechen. Charles Abugre erwähnte auch, dass es hier um eine politische Debatte gehe. Und Jürg Krummenacher wies auf das niedrige Niveau dieser Kritik hin, auf die wir uns vielleicht gar nicht einlassen würden, hätte sich da nicht eine prominente Figur eingeschaltet.

Über die Geschichte Afrikas wurde gesprochen und über die Monokausalität der Afrika-Kritik. Die Rahmenbedingungen für die Entwicklungshilfe würden von den KritikerInnen beiseite gestellt. Als ob Entwicklungszusammenarbeit im luftleeren Raum stattfände. Weder die ungerechte Weltwirtschaftsordnung, noch die Landwirtschaftssubventionen des Nordens, noch andere Einflüsse würden berücksichtigt. Entwicklungszusammenarbeit sei in Zusammenhang mit anderen Nord-Süd-Beziehungen anzuschauen, mit Handelsbeziehungen, mit Investitions-, Kapital- und sonstigen Geldflüssen wie Darlehen, Schuldzinszahlungen. Auch die Überweisungen der Diaspora können wir einschliessen, die heute ein sehr wichtiger Faktor für viele afrikanische Volkswirtschaften sind.

Frau Bundesrätin Micheline Calmy-Rey wies zurecht darauf hin, dass der Kolonialismus mit der Unabhängigkeit der afrikanischen Staaten nicht begraben worden sei. Die Stellvertreterkriege während des Kalten Krieges wurden erwähnt. Peter Niggli hob die Kolonisierung als wesentlichen Faktor der Misere hervor und zeigte auf, wie kleptokratische, dik-

tatorische Formen der Machtausübung durch die kolonialen «indirect rules» entstanden sind. Alte, vorkoloniale staatliche Strukturen wurden dabei zerstört.

Ebenso zentral für diese Debatte scheint mir das von Peter Niggli aufgenommene Diktat des Washington Consensus zu sein, das als Entwicklungshilfe im Dienste der Machtpolitik zusammengefasst werden könnte.

Natürlich war es ein Vergnügen, Charles Abugre's Ausführungen zuzuhören. Er erklärte uns, wie «erfolgreich» die Entwicklungszusammenarbeit in der Bekämpfung des Kommunismus war – das Stichwort Mobutu sei hier genannt – und die erfolgreiche Liberalisierungspolitik, dieser «neocolonialism of the minds instead of occupying the country». Dazu braucht man heute keine Waffen und Panzer mehr. Man macht es über den Kopf.

Ganz wichtig scheint mir auch das Stichwort der «illicite practices», dieser illegalen, «illiziten» Wirtschaftsaktivitäten. Kapitalflucht, Geldwäscherei, Mispricing (die willentlich falsche Preissetzung zur Umgehung von Steuern) wurden als Praktiken in den heutigen Wirtschaftsbeziehungen genannt, welche die Frage nach ethischen Grundsätzen aufwerfen. Denn Entwicklungshilfe kann nur einen kleinen Teil ausrichten. Mit Entwicklungshilfe kann man die Ungerechtigkeit, die schreiende Diskrepanz zwischen Arm und Reich auf dem Kontinent nicht beheben. Die Frage lautet aber nicht «Entwicklungshilfe ja oder nein?». Vielmehr lautet sie: Welche Entwicklungshilfe braucht es?

Es wurde heute auch ein kritischer Blick auf die Entwicklungshilfe geworfen, denn niemand bestreitet, dass auch diese Arbeit diskutiert und immer wieder hinterfragt werden muss. Man sammelt Erfahrungen und wertet sie aus. Wir haben heute vorgeführt erhalten, wie eine differenzierte Debatte über Entwicklungszusammenarbeit aussehen könnte. Diese Debatte ist sehr spannend, wenn

sie von PraktikerInnen geführt wird, die wissen, wovon sie reden.

Entwicklungshilfe allein kann die Armut nicht beheben. Ein grosser Teil der offiziell ausgewiesenen Hilfe kommt gar nie in den Entwicklungsländern an oder fliesst wieder in den Norden zurück. Huguette Akplogan-Dossa hat uns erklärt, dass viel Entwicklungshilfe nicht die Lebensbedingungen der Menschen verbessert hat, weil sie nicht in soziale Bereiche geflossen ist. Sie forderte dazu auf, die Bedürfnisse der Menschen zu berücksichtigen und die Zivilgesellschaft in die Definierung der Ziele einzubeziehen. Und sie hat noch etwas sehr Wichtiges gesagt, das wir nicht vergessen sollten: Zwanzig Jahre lang wurde den afrikanischen Ländern weniger Staat gepredigt und nun werden ihnen Schwäche und korrupte Strukturen vorgeworfen. Dabei wird ignoriert, dass sie geschwächt wurden, weil sie die Bedingungen der Geber akzeptieren mussten.

Schliesslich werde ich heute eine Aussage von Frau Bundesrätin Micheline Calmy-Rey mit nach Hause nehmen, die wir uns alle gut hinter die Ohren schreiben sollten. Nämlich, dass die Kohäsionsmilliarde nicht auf Kosten der Südhilfe gehen wird. Wir sollten dafür sorgen, dass das auch eingehalten wird.

Ganz zum Schluss möchte ich nochmals auf den Diskurs der AfropessimistInnen zurückkommen und eine Bemerkung aufnehmen, die den ganzen Ballon ihrer Kritik auf einen Knall zerstört: Im Grunde ist doch niemand daran interessiert, Afrika sich selbst zu überlassen. Zu reich sind dessen Rohstoffe. Dabei wird neuerdings viel über die Rolle Chinas in Afrika diskutiert. Doch die grossen US-Konzerne, der US-Präsident, Frankreich und England sind ebenso interessiert am Erdöl, am Kobalt, am Coltan, am Kupfer, den Diamanten und anderen Rohstoffen aus Afrika. Sie alle wollen sich doch gar nicht von Afrika lösen. Sie wollen sich nur aus ihrer Verpflichtung lösen, etwas gegen die Armut zu tun.

Grusswort

von Peter Künzler, 2006 Präsident des Berner Stadtrates

Zunächst mache ich Ihnen eine angenehme Ankündigung, indem ich Sie schon jetzt zum anschliessenden Aperitif einlade, den unter anderem die Stadt Bern Alliance Sud zum 35. Geburtstag stiftet.

Aber vorher möchte ich noch ganz kurz den Spiegel umdrehen. Ich bin kein Kenner Afrikas, aber vielleicht ein bisschen Kenner schweizerischer Lokalpolitik. An diesem Kongress war die Rede von Entwicklung, von Gestaltung und von Zukunft. In dieser Stadt und in unserem Land sind wir zurzeit vor allem beschäftigt mit Sparen und Leistungsabbau. Wir betreiben Nabelschau. Wir sind ganz gut im Jammern – und dies auf hohem Niveau. Und wir schauen bestimmt nicht über die Landesgrenzen hinaus, und schon gar nicht bis nach Afrika. Das hat damit zu tun, dass sich in unseren Köpfen das Finanzprimat eingenistet hat. Das Finanzprimat, das auf der absurden Annahme beruht, den Menschen gehe es gut, wenn die Finanzen stimmen.

Ausgeglichene Finanzen sind natürlich auch aus meiner Sicht, als Präsident des Berner Stadtrats, eine wichtige Sache. Sie stellen die Ressourcen dar, mit denen wir haushalten müssen. Aber ausgeglichene Finanzen sind doch kein persönliches und noch viel weniger ein politisches Ziel. Würden Sie eine Familie gründen, um Ihre Finanzen auszugleichen? Seit wann sprechen wir eigentlich so fürsorglich von *gesunden* und *kran-*
ken Finanzen? Früher waren die Finanzen einfach ausgeglichen oder nicht ausgeglichen. Auch daran sehen Sie, dass in unseren Köpfen irgend etwas nicht mehr

stimmt. Ist nicht nur unser Verstand, sondern auch unser Herz in die Hose oder jedenfalls bis zum Geldbeutel gerutscht?

Ein Beispiel ist die Diskussion über das Osthilfegesetz. Sie ist in unseren Köpfen angekommen als Ostmilliarde. Auf diese Weise weiss jede und jeder, um wie viel Geld es geht. Doch wie viele Leute, die am Wochenende abstimmen, wissen noch, was eigentlich im Osthilfegesetz steht?

Wir Industriestaaten müssen wieder lernen, nicht nur zu rechnen und zu sparen, sondern auch langfristig zu investieren. Für mich war dies das Thema der heutigen Konferenz. Wie investiert man langfristig? Nicht so sehr die Frage, wie viel man investieren soll oder ob noch mehr oder schon wieder weniger, sondern *wie* man langfristig investiert. Dieses Problem haben nicht nur die Afrikanerinnen und Afrikaner, das haben auch wir ganz gewaltig. Der Weg des richtigen langfristigen Investierens ist der Weg der Solidarität. Dazu braucht es Nüchternheit; das haben wir in den Vorträgen heute gehört. Und dies gilt auch gegen die Stimmen, welche die Entwicklungshilfe mit etwas bekämpfen wollen, was ich persönlich nur als faule Witze bezeichnen kann.

Die Durchsetzung dieser Solidarität und die Förderung der Fähigkeit, langfristig zu investieren, ist Ihre Sache und Ihr Engagement – und dafür danke ich Ihnen im Namen der Stadt und des Kantons Bern!

Dans la série **GLOBAL* Dossiers** Alliance Sud publie des prises de position, des conférences et d'autres documents importants. Les *Dossiers* sont téléchargeables au format pdf sous www.alliancesud.ch/publications ou disponibles sous forme imprimée (sfr. 7.– le numéro). Jusqu'à présent les éditions suivantes ont été publiées:

- Dix ans après la Conférence de l'ONU sur les femmes: L'apartheid du genre, un obstacle au développement. Documents de la conférence organisée par Alliance Sud et la DDC le 15 novembre 2005, Dossier n° 8, février 2006.
- Se réapproprier un «espace politique». Résultats du symposium d'Alliance Sud sur le commerce et le développement, Dossier n° 7, décembre 2005.
- Le génie génétique ne combat pas la faim. Oeuvres d'entraide suisses pour un moratoire sur le génie génétique dans l'agriculture, Dossier n° 6, novembre 2005.
- Pas de diminution de l'aide au développement! Informations sur la contribution suisse à la cohésion européenne, Dossier n° 5, octobre 2005.
- Quel commerce pour quel développement? Dix ans d'Organisation mondiale de commerce (OMC) vus du Sud, Dossier n° 4, mai 2005.
- La stratégie de la Communauté de travail. Débat sur les orientations futures de la Communauté de travail, Dossier n° 3, octobre 2004.
- Le monde a besoin d'une convention sur l'eau. Arguments pour une convention internationale sur l'eau, Dossier n° 2, avril 2004.
- L'agriculture a le droit d'être protégée. Position de la Communauté de travail sur la politique agricole internationale, Dossier n° 1, février 2003.

Table des matières

Introduction	2
Jürg Kruppenacher, directeur de Caritas Suisse et président d'Alliance Sud	
Grussworte	6
von Bundesrätin Micheline Calmy-Rey, Vorsteherin des Eidg. Departements für auswärtige Angelegenheiten (EDA), Bern	
What is Africa suffering of?	10
Charles Abugre, Head of Global Advocacy and Policy Division, Christian Aid UK, co-founder of the African Secretariat of the Third World Network (TWN) and the Integrated Social Development Centre (ISODEC), Ghana	
Quand la coopération au développement est-elle utile, et quand est-elle nocive? Expériences du Bénin	15
Huguette Akplogan-Dossa, coordinatrice nationale du réseau d'ONG «Social Watch», spécialiste en développement et éducation des adultes, Bénin	
L'Afrique est elle-même fautive. Le blues africain des non-Africains.	22
Peter Niggli, directeur d'Alliance Sud, Berne	
Schlussbemerkungen des Tagungsbeobachters	28
Ruedi Küng, Afrika-Korrespondent Schweizer Radio DRS	
Grusswort	30
von Peter Künzler, 2006 Präsident des Berner Stadtrates	

La globalisation vous intéresse?

Abonnez-vous à GLOBAL⁺

La revue d'Alliance Sud vous informe quatre fois par an sur les questions de globalisation et de politique Nord-Sud.

<input type="checkbox"/> Exemple à l'essai	gratuit	Nom/prénom
<input type="checkbox"/> Abonnement Suisse	Fr. 25.-	Adresse
<input type="checkbox"/> Abonnement Etranger	Fr. 35.-	NPA/lieu
<input type="checkbox"/> Abonnement soutien	Fr. 50.- ou plus	E-Mail

A renvoyer à:
GLOBAL⁺, case postale 6735, 3001 Berne, téléphone: 031 390 93 30, e-mail: globalplus@alliancesud.ch